

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 140. — 16 MARS 1963



(Aqip.)

UNITÉ DES TRAVAILLEURS POUR METTRE LE RÉGIME EN ECHEC

Tandis que les mineurs poursuivent la grève avec résolution, les mouvements de revendications et de solidarité se multiplient à travers le pays.

(Lire pages 3, 4, 5 et 12.)

**Numéro
spécial
de 16 pages**

En raison de l'évolution des conflits sociaux dans toute la France, TRIBUNE sortira son prochain numéro (141) daté du 23 mars sur 16 pages.

Passer vos commandes, 54, bd Garibaldi, Paris-15°. Tél. SUF 19-20, avant lundi soir 18 mars.

« Pas d'sous, pas d'charbon », c'était un des slogans que portaient les pancartes et panneaux revendicatifs des mineurs manifestants de Douai.

Tandis que tous les magasins avaient baissé leurs rideaux en signe de solidarité, un imposant cortège traversa la ville musique en tête et gagna la place Carnot où se tint un grand meeting.

Solidarité avec les mineurs

Dès le 7 mars, la Commission nationale de solidarité du P.S.U. adressait aux fédérations de mineurs un premier versement de 3.000 F.

De toutes parts, nos camarades organisent des collectes dans les quartiers, les usines, à l'occasion de la vente de « T. S. », etc. Des listes de souscription sont éditées.

La lutte contre les réquisitions, pour le libre exercice du droit de grève, n'intéresse pas seulement les travailleurs des bassins miniers, elle intéresse tous les salariés.

Chaque militant, chaque section, chaque fédération du P.S.U. doit se considérer comme mobilisé.

Adressez d'urgence vos versements à

Louis HOUEVILLE, 47, rue Hoche, Montreuil-sous-Bois (Seine)
C.C.P. Paris 15.536-77

Les camarades qui pourraient recevoir pendant les vacances de Pâques des enfants de mineurs sont priés d'indiquer leurs nom, adresse et fournir toutes précisions utiles à Emmy TEBESCO, Commission nationale de solidarité, 8, rue Henner, Paris (9°).

Le conflit s'aggrave entre le P.C. et l'Union des étudiants communistes

(Page 9)

Les maîtres de Montreuil

Chacun de nous a gardé le souvenir de l'absence du maître d'école.

Certains ont souligné l'opportunité d'alléger les horaires scolaires qui fatiguent les enfants.

Est-ce pour ces raisons que le directeur général de l'Enseignement néglige de remplacer les maîtres qui s'absentent ? Ou bien, est-ce que les maîtres lui manquent ?

Les parents, réunis par les APEL, s'engagent de plus en plus à veiller attentivement à cette relève des maîtres, dont l'absence est prévisible longtemps à l'avance pour accomplir un stage de perfectionnement ou prendre un congé de maternité.

Ainsi, à Montreuil-sous-Bois, les parents, réunis par l'APEL locale, viennent de protester contre la disparition de... 43 maîtres ou maîtresses. Sans motif apparent.

La fin des soucoupes

Tout le monde savait que Vénus ne serait pas habitable, mais beaucoup imaginaient que Mars serait habitée.

Selon un satellite américain, Mars n'offre aucune trace de vie, du moins sous la forme terrestre.

Le satellite n'a pas relevé non plus la trace d'implantation d'usines à construire les soucoupes volantes.

Les industriels terrestres avaient pourtant commencé à familiariser le public avec l'apparition, à tout craindre, mouvementée, de ces objets. Ils avaient mis à la disposition des sportifs et des ménagères des esquifs nautiques ou aériens et des aspirateurs qui s'enlevaient de terre, par l'effet d'un souffle.

La vie parisienne

Tous nos lecteurs seront heureux d'apprendre que Jean Cau vient d'accorder une interview à un journaliste d'Europe Nation, dernière en date des publications « nationales » dans la ligne de Rivarol et autres Nouveaux Jours. Péniblement, Jean Cau y explique à un interlocuteur goguenard ce qu'il entend par « être de gauche ».

Nul doute qu'une importante contribution vienne ainsi d'être apportée par Jean Cau à la clarification des positions de la gauche française.

Du nouveau sur les Caraïbes

Présentant des films cubains au Ciné-Club Action, au cours d'une séance houleuse, le mardi 5 mars, Claude Julien a précisé qu'il avait reçu de Fidel Castro, lui-même, des indications sur l'origine de la crise. Ces indications nous semblent assez peu connues pour que nous les rapportions ici. On connaît la personnalité et les œuvres de Julien, et il me semble difficile de mettre en doute son honnêteté. Castro lui a affirmé, rapporte-t-il, que les fusées soviétiques avaient été mises à Cuba sur la demande de M. K., et sans enthousiasme exagéré de la part des Cubains. Ces derniers n'avaient pas besoin, pour leur défense, de missiles à longue portée. Cuba a accepté les propositions de K., parce que ce dernier a précisé qu'il en résulterait

un immense avantage stratégique pour l'ensemble du camp socialiste. Et Cuba a accepté ces fusées comme un devoir, comme une tâche normale d'un pays du camp socialiste. Ensuite, dans le déroulement de la crise, Cuba a été traité par K. comme un satellite, l'engagement de retirer les fusées a été pris sans aucune consultation de Cuba, etc. Castro, a dit Julien, a été extrêmement dur pour les partis communistes occidentaux, qui condamnent Tito quand Moscou le condamne, et l'embrassent quand Moscou l'embrasse. Nous ne voulons pas, a précisé Castro, être un satellite.

La doctrine de l'U.N.R.

Selon l'UNR-UDT, l'avenir des partis socialistes est compromis, puisqu'il ne sert à rien de prêcher le beau temps, quand le soleil apparaît.

En effet, explique l'UNR, le socialisme s'installera par la force des choses.

De même qu'aux heures de pointe du métro, on peut monter dans un wagon de première classe : quand il y a foule, les classes sont abolies.

Ainsi, quand la surpopulation sera devenue trop forte pour pouvoir sortir de chez soi, le pouvoir sera confié au peuple : les sergents de ville, les conducteurs de transports en commun, pourront, seuls, avoir une action sur la « masse » en mouvement.

Les places de « directeur » seront abandonnées au peuple. D'autant plus que les emplois de directeur seront les plus mal rémunérés.

C'est pourquoi le peuple ne doit pas vouloir à tout prix s'emparer des « bonnes places » : le temps viendra.

Ainsi pense l'UNR.

La poussée

A l'origine, le plan économique fut le seul moyen d'ordonner la construction de la Russie, laissée en friches par les tsars.

L'idée a été reprise par les pays capitalistes, mais dans un but différent : canaliser la poussée populaire en dosant savamment la progression de son enrichissement.

C'est pourquoi le Plan ne pourra être investi en France d'un pouvoir d'autorité comparable à celui qu'il détient en Russie, de par le consentement général.

En France, il suffit que la poussée populaire soit plus forte en un point donné du Plan — les quatre semaines, les mineurs — pour que le Plan se révèle inadapté et la classe qui l'a imaginé, désorientée.

La grève des mannequins

Vingt-cinq gardes de la reine d'Angleterre ont fait la grève de la garde.

Ils se plaignent de ce qu'ils sont obligés de monter la garde un jour sur deux pendant vingt-quatre heures, parce que leurs effectifs ont été réduits de moitié.

Leurs sous-officiers peuvent les surveiller plus efficacement ; en effet, le nombre des sous-officiers n'a pas diminué.

Le métier de scot-guard consiste à rester jour et nuit à la même place, avec un fusil placé alternativement le long de la jambe et le long du bonnet à poil.

La Cour d'Angleterre prête volontiers quelques-uns de ces hommes-joujoux à des grands magasins.

De même qu'il est possible de louer pour une soirée un ou deux gardes républicains avec sabre et crinière.

Les premiers bourgeois

La gauche est restée coincée par le froid dans ses appartements mal chauffés.

L'UNR, elle, a gardé la Chambre. Mais elle y a joué de toutes ses aises.

Si bien que Chaban-Delmas lui a rappelé qu'il était inutile de construire, exprès pour elle, une autre Chambre avec salons et dor-toirs, puisque d'ailleurs les

députés qui y couchent aujourd'hui sont moins nombreux qu'autrefois. Et que le travail effectué par les « anciens » était finalement beaucoup plus important que le travail effectué par les « nouveaux ». C'est, en effet, leur patron, le président de la République, qui leur a maché toute la besogne.

Lorsque le froid a disparu, la gauche a mis le nez dehors. Chacun a retrouvé, avec surprise, tous ses camarades de novembre. Et tous ont constaté avec plaisir que jamais la gauche n'avait été aussi vivante qu'en ce printemps 63.

La gauche aura passé l'hiver à réfléchir. Elle a fait ses comptes. Ses adversaires l'ont aidée à les faire. Mais personne, sinon elle, ne pouvait réfléchir sur sa puissance, avec cette lucidité qui est peut-être le signe de la santé.

C'est le printemps. Les mines bourgeonnent dans toute la France.

La faute du gouvernement

Il ne faut pas crier à la révolution parce que les mineurs font tous la grève. Mais il ne faut pas croire non plus que les mineurs font la grève pour rendre un hommage collectif au président de la République.

Si la révolution se produit, ce sera par erreur.

Une erreur du gouvernement.

Toutes les révolutions proviennent d'une faute de gouvernement.

La réquisition collective a été une petite faute de gouvernement.

Il y en aura d'autres. Elles ne sont pas prévisibles.

Ni la gauche ni la droite ne peuvent provoquer ou empêcher la révolution.

Il arrive seulement un moment où l'augmentation du thé provoque un soulèvement général.

Aujourd'hui, les mineurs ont confirmé le droit de grève pour tous les travailleurs, quels qu'ils soient, en refusant qu'il soit anéanti par un ordre de réquisition fantaisiste.

Si la grève se prolonge, d'autres fautes peuvent surgir.

Scission à la F.N.S.E.A.

Rien ne va plus à la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

Au moment où nous mettons sous presse, est réuni le Conseil de la F.N.S.E.A. D'après les informations que l'on a, M. Courau rendrait officielle sa démission, de façon à faire barrage à la partie la moins rétrograde de sa Fédération.

Le secrétaire actuel, M. Bruel ferait les frais de l'opération.

M. de Caffarelli (gros agriculteur de l'Aisne) ou M. Perrin deviendrait président.

Ce serait le retour au pouvoir des féodalités du Bassin parisien.

Dans ces conditions, il n'est pas exclu qu'intervienne une scission. Les éléments « avancés » de la F.N.S.E.A. se retirant.

Le musée de Guernica

Un musée se monte discrètement à Barcelone pour abriter la donation de quatre cents œuvres de Picasso appartenant à son ami Jaime Sabartés.

Picasso aurait refusé de revenir en Espagne tant que le régime de Franco continuerait de sévir : on se rappelle qu'il avait peint en 1936 son célèbre « Guernica » pour protester contre la destruction par l'aviation fasciste du village de Guernica.

Seul, le ministre du Tourisme serait favorable à l'ouverture officielle d'un musée Picasso en Espagne. Le ministre de l'Intérieur s'y étant opposé, Franco, lui-même, sera vraisemblablement appelé à trancher le débat en Conseil des ministres.

LE BILLET DE JEAN BINOT

Lacunes

Dans son louable souci d'éclairer l'opinion, le pouvoir a fait diffuser par sa radio et par les radios tenues en laisse quelques indications chiffrées : volume du charbon non extrait depuis une semaine, perte sèche à Lacq par jour de grève — ce qui est une manière comme une autre de populariser le taux de production, somme toute honorable, de ces gens sans conscience que le banquier de service, l'autre vendredi soir, apparemment n'a pas ébranlés...

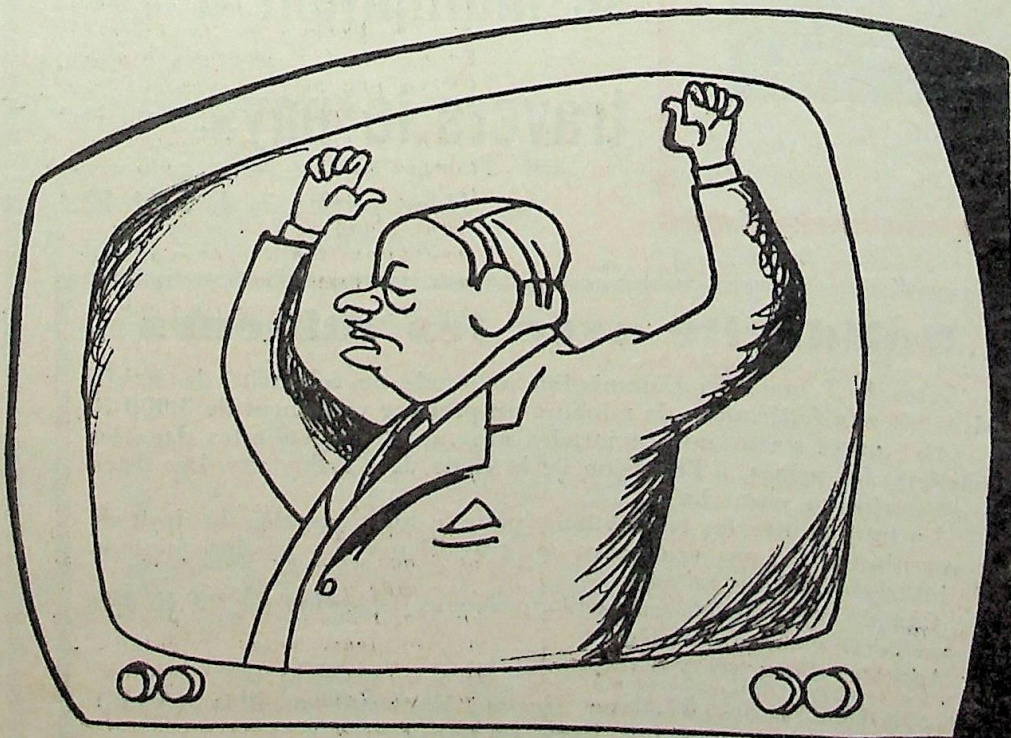
Mais ce souci d'informer, combien louable, encore une fois, présente quelques omissions et lacunes.

Ainsi ne nous a-t-on pas dit ce que nous coûte — par jour — un général-président avec ses dîners de gala et ses sorties à pied, à cheval et en voiture, ce que nous coûte — par jour — sa force de frappe... ce qu'est le salaire amélioré de nos ministres-plumeaux et de nos députés-robots...

Et c'est d'autant plus dommage qu'à partir de ces chiffres-là, on saisisait d'un peu plus près les raisons qui expliquent le « sens de l'Etat », le « sens national » et la haute sagesse des uns, le « matérialisme sordide » des autres.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

Bidault à la T.V. anglaise



Bidault : « les Français... hic !... parlent... hic !... aux Français... hic !... »

TOUS...

pour la grève

« Au départ, c'est une banale affaire de salaires. La réquisition l'a transformée en lutte pour la défense du droit de grève. Et maintenant elle finit par mettre en cause l'autorité de l'Etat. »

« Paris-Match », n° 727, mars 1963.

Avec un courage, une discipline et une combativité admirables, les mineurs seront en grève depuis bientôt quinze jours. En refusant de se plier aux manœuvres dilatoires du gouvernement Pompidou, en acceptant d'avance les sacrifices exigés par une lutte difficile contre un régime toujours dans l'euphorie de ses récentes victoires politiques et électorales, les « gueules noires » viennent de dévoiler, mieux que l'ont fait des milliers de dénonciations purement verbales, la réalité parasitaire et réactionnaire des formes capitalistes d'organisation de la société.

Brusquement la presse bien pensante découvre, sous la poussée des mineurs en grève, que l'Etat-patron, fondé de pouvoir des classes dirigeantes, est le plus dur des patrons. Les salaires réels de 220 F par quinzaine ne sont pas rares, le statut du mineur, pourtant bien insuffisant, est grignoté chaque jour un peu plus.

Malgré de continuelles références à la planification, il apparaît qu'il n'y a pas de

politique nationale de l'énergie permettant une utilisation rationnelle de l'irremplaçable richesse humaine représentée par les travailleurs de la mine, qu'ils soient ouvriers de l'entretien, ingénieurs ou mineurs de fond. Par-delà des revendications de salaires tout à fait justifiées, la grève pose donc des problèmes essentiels pour l'ensemble des classes populaires françaises.

A ce titre, les mineurs devraient déjà bénéficier de la plus complète solidarité des organisations syndicales et des partis se réclamant du socialisme. Mais, en outre, l'action des mineurs, qui ont refusé de s'incliner devant les réquisitions, devient capitale pour la défense du droit de grève, que le régime essaie de vider de son contenu depuis des mois. La grève actuelle est, en effet, un affrontement direct avec le régime, un défi à ses tentatives de « politique nationale des revenus », de limitation des libertés syndicales et d'intégration des syndicats à la politique économique de l'Etat et des grands monopoles. C'est, en fait, la bataille politique la plus importante depuis la fin de la guerre d'Algérie : après avoir infligé une défaite aux partis politiques de gauche, de Gaulle va maintenant essayer de faire plier les syndicats. Il n'est, par conséquent, pas possible de laisser les mineurs seuls.

La solidarité matérielle et financière ne

suffit pas, car le gouvernement ne manquera pas, si les mineurs restent isolés, de mobiliser toutes ses forces répressives contre eux. Il faut faire le maximum pour que toutes les forces populaires, syndicats et partis, entrent dans la bataille, non en ordre dispersé mais en coordonnant les actions et les objectifs. Pour que le régime recule, il faut que la lutte s'élargisse et que, des ouvriers de Lacq en passant par les cheminots, se crée un front commun conscient de l'enjeu. A l'échelon local et dans les entreprises, des comités de soutien doivent se former pour populariser la grève des mineurs et envisager les moyens d'action (manifestations, débrayages, grève nationale d'une demi-journée, etc.) qui peuvent très vite se révéler nécessaires.

Sur le plan politique, au-delà de la convocation d'un Parlement discrédité, il faut se préparer à mettre directement en cause la politique économique et sociale antipopulaire du régime en proposant les mesures de réorientation nécessaires à la satisfaction des besoins populaires (durée du travail, etc.), et à une solution rationnelle et humaine des problèmes de l'énergie.

Aucune hésitation n'est permise. Tous pour la grève !

J.-M. Vincent.

LES EMBARRAS DE L'U.N.R.

ÉTRANGE situation politique créée par la grève des mineurs : tous les partis sans exception se déclarent solidaires des revendications, tous condamnent la réquisition. Par un, pas même l'U.N.R., n'ose prendre sans réserve la défense du gouvernement.

Mieux encore : le parti du régime fait des efforts désespérés pour préserver la façade sociale du gaullisme.

Au congrès départemental de l'U.N.R. de la Loire, M. Bernasconi a déclaré : « La réquisition fut une erreur... L'U.N.R.-U.D.T. juge pénible et regrettable l'affaire de la grève des mineurs. »

Mais voici la plus cocasse de ses déclarations : « Nous considérons que le gaullisme est le seul socialisme qui ait épousé son siècle. »

Qu'en sait-il ? Le « guide », jusqu'ici, n'a pas parlé. Nul ne sait, pas même les membres de l'U.N.R., pas même les membres du gouvernement, ce qu'il décidera en fin de compte. En attendant, il ne peut que méditer l'échec qu'il vient d'essayer : le décret de réquisition est resté lettre morte, les mouvements de revendications et de solidarité se multiplient à travers le pays.

Mais pourquoi donc, puisque les parlementaires U.N.R. sont dans de si bonnes dispositions pour appuyer les mineurs, pourquoi leur groupe ne se joindrait-il pas aux partis qui ont déjà demandé la convocation du Parlement ? Ils trouveraient là un bon moyen de manifester leur volonté d'exercer une pression sur le gouvernement.

La vérité est que leur situation d'inconditionnels les condamne à la prudence : si de Gaulle se décide, après une nouvelle méditation à Colombey, à durcir encore l'attitude du pouvoir, leurs bonnes intentions seront vite oubliées et tous les Bernasconi, les Neuwirth et même les gaullistes « de gauche » s'inclineront et, une fois de plus, feront preuve de docilité.

Pierre Luquet.

Pour témoigner votre solidarité aux mineurs dans leur lutte courageuse

**RÉPONDEZ
LARGEMENT
AUX
COLLECTES**

organisées par le comité inter-syndical C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. F.E.N.-U.N.E.F.

**VENDREDI 15
SAMEDI 16**

DIMANCHE 17 MARS 1963

à Paris et dans la région parisienne

Après le Congrès des Maires

Les maires et adjoints P.S.U., réunis à Paris le 5 mars à l'occasion du Congrès des maires de France, soucieux de défendre et de développer les libertés locales,

— rappellent que la démocratie a toujours reposé sur les franchises communales

— et affirment leur opposition formelle à toute réforme des collectivités locales qui serait décidée et appliquée par voie d'autorité.

Ils rappellent les résolutions maintes fois exprimées et restées sans réponse. Ils souhaitent notamment que des ressources finan-

cières plus substantielles soient mises à la disposition des communes par une réforme de la fiscalité, par le transfert des charges que les communes assument à la place de l'Etat, par des subventions plus importantes, par la création d'une caisse de prêts aux communes.

Par ailleurs, les maires du P.S.U. se félicitent du vote d'unanimité qu'a recueilli, au Congrès des maires de France, la motion de soutien aux mineurs en grève et les assurent de leur solidarité effective.

LA BATAILLE DES MINEURS EST NOTRE BATAILLE

LES mineurs feront reculer le Pouvoir « qui ne recule pas ». Les jours passent. La détermination de l'unité des « gueules noires » demeure sans failles. Détail important : la majorité du personnel administratif des Houillères participe à la grève, les cadres affirment leur solidarité avec les mineurs ; cette solidarité s'étend à de nombreuses catégories sociales dans les régions touchées par la grève ; de tout le pays les témoignages de solidarité affluent, venant notamment des organisations syndicales et des partis de gauche.

Comme on le sait, la grève s'est étendue aux mineurs de fer de Lorraine ; les mineurs de potasse font des grèves tournantes et ceux de la bauxite la grève du rendement. Après le succès du mouvement de solidarité d'un quart d'heure, il y a eu la grève de deux heures de l'E.D.F. qui a provoqué des perturbations très importantes ; la grève des travailleurs de Lacq, maintenant illimitée. La température monte dans le secteur nationalisé et dans les régions minières. A l'heure où nous écrivons, les fédérations de cheminots prévoient des débrayages de deux heures pour le 12 mars, les discussions avec le ministre des Transports devant s'engager en principe le 14 mars (au lendemain des élections professionnelles) ; dans les départements de la Loire et de la Moselle, l'idée d'une grève générale de vingt-quatre heures est lancée.

L'audition radio-télévisée de M. Pompidou n'a apporté aucun élément nouveau. La réaction des responsables syndicaux a été ferme. « M. Pompidou devrait être à la Comédie-Française », a dit un responsable F.O. du Pas-de-Calais. C'est un artiste ! Tous les mineurs disent : « Si on avait été un peu sensibles, on aurait tous pleuré avec lui. »

Sans doute la Fédération F.O., qui fut — avec la C.F.T.C. — à l'origine de la grève illimitée avant la réquisition, s'est prononcée depuis lors pour la reprise des pourparlers avec le gouvernement sous l'égide d'un « Comité des Sages », sans doute les ingénieurs C.G.C. ont tenté une démarche conciliatrice auprès de M. Pompidou, mais tout cela ne pouvait réussir. La C.F.T.C., elle-même, a souligné la difficulté de trouver des « arbitres » en cas de conflit entre l'Etat et des agents relevant de son autorité. Le comité central de grève C.G.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C. de Merlebach en Lorraine — cette Lorraine gaulliste qui défie aujourd'hui le pouvoir — a opportunément souligné que « Seule une discussion de toutes les Fédérations nationales avec les Charbonnages de France et le gouvernement aboutissant à un accord soumis par la suite aux mineurs est de nature à régler le conflit. »

Le P.S.U. doit mobiliser toutes ses forces pour aider les mineurs à gagner la bataille qui est devenue celle de la classe ouvrière tout entière. Une réunion d'un certain nombre de camarades syndicalistes du secteur nationalisé a eu lieu à Paris. Un mineur appartenant à la Fédération du Nord a exprimé le point de vue des grévistes. Il est apparu au cours de la discussion, qu'il fallait développer les actions de solidarité (débrayages, manifestations, meetings) et profiter du climat actuel pour intensifier les actions revendicatives dans tous les secteurs.

Les militants du P.S.U. doivent travailler à la création de comités de soutien aux mineurs, faire connaître la position du Parti sur le conflit — notamment par voie de tracts — et se préoccuper avant tout de l'organisation de la solidarité financière. A nos camarades d'être les meilleurs dans l'action.

Maurice Combes

LORRAINE : Tout le pays mosellan s'achemine vers

la grève

METZ. — 13 mars.

C'EST toute la Lorraine mosellane qui s'achemine vers la grève. Les mineurs de charbon continuent. Les mineurs de fer aussi, et mercredi, plusieurs centaines d'entre eux bivouaqueront sur l'esplanade des Invalides.

Mardi, la sidérurgie fait grève 24 h, non plus par solidarité mais pour soutenir ses revendications propres, et la C.F.T.C. a proposé pour la même date une grève générale de tout le département.

L'unité entre les syndicats ne se fait pas sans difficultés, mais finalement elle demeure la règle et autour de cette unité syndicale se tisse celle de toute la région.

Le phénomène essentiel, en effet, est celui d'une région qui prend conscience de ses problèmes. Au-delà des revendications, les mineurs de charbon veulent savoir ce que deviendra le bassin. Il en est de même pour les mineurs de fer. Et les sidérurgistes agissent eux aussi sous la pression d'une inquiétude latente pour l'avenir. L'idée qu'il faut assurer la sécurité des industries de base se double de l'idée qu'il faut implanter ici d'autres industries. Un pays qui ne fait que produire du fer et du charbon sans utiliser lui-même une partie de ces matières premières, un pays qui importe la plus grande partie de ses cadres n'est-il pas un peu un pays colonisé ?

Or, le réveil politique est ainsi en train de se produire. Bien entendu, il ne peut bénéficier dans l'immédiat à aucun parti traditionnel, il ne coïncide avec aucun des thèmes politiques mis en avant ces dernières années, il ne se produit pas directement contre le régime. Il n'en est pas moins réel.

Les mineurs, les sidérurgistes, les syndicalistes veulent savoir ce que demain leur prépare, ou plutôt ce qu'on leur prépare pour demain. Ils veulent être traités en gens majeurs. Ils mettent en cause une certaine conception de l'Etat — quel que soit leur chef — qui n'avait jusqu'ici jamais été discutée dans la région. La lettre ouverte des mineurs à Pompidou est caractéristique à cet égard. Aux prétentions du pouvoir qui prétend représenter l'intérêt général face à des intérêts particuliers respectables mais aveugles, ne connaissant pas la situation d'ensemble, les mineurs répondent en affirmant leur volonté de discuter d'égal à égal, non pas seulement des problèmes de la mine, mais de tous les problèmes économiques. Ils refusent une fois de plus le chantage sentimental : les vieux n'auront pas de charbon. « Quant à la misère, avez-vous pensé qu'elle est due surtout à l'insuffisance des retraites ». Ils refusent aussi les leçons de civisme. « Les mineurs n'ont de leçon à recevoir de personne ». En un mot, ils refusent un Etat — et pas seulement l'Etat gaulliste — omnipotent et centraliste. La vie sociale désormais ne peut se poser que sur des séries de contrats.

C'est donc bien une réponse politique qui a été faite à Pompidou, c'est bien une grève politique qui se déroule sur les thèmes : quel sera le contrat de mineurs, quel sera le

contrat de la Moselle avec le pouvoir coordinateur.

Il était de bon ton — y compris dans notre parti — d'affirmer que le gaullisme s'appuyait pour longtemps sur les provinces réactionnaires de l'Est et de l'Ouest.

Les grèves de Moselle viennent contredire cette vue trop simple des choses. Elles ont la même importance pour l'Est que les manifestations paysannes pour la Bretagne il y a deux ans. Elles ne traduisent pas un changement en surface comme le

serait un simple déplacement de voix aux élections, mais un ébranlement plus profond. Elles soulignent, d'ailleurs, le caractère marginal des manifestations électorales par rapport aux réalités sociales. Car, bien que les élus U.N.R. locaux s'affolent et s'agitent, ce n'est pas leur étiquette qui est en cause, mais le rôle et la conception de notables politiques. Ce n'est pas le gaullisme qui est en cause d'une façon vague, mais sa conception d'un pouvoir se passant de vagues intermédiaires, et ce qui s'affirme, c'est la nécessité d'une démocratie reposant sur la reconnaissance du rôle constant de ces vagues intermédiaires.

Pierre Belleville

CARMAUX : les mineurs sont unis et résolus

(De notre correspondant particulier à Carmaux)

CA ne gaze pas à Carmaux, c'est du moins le point de vue du préfet du Tarn et de la Direction des Mines.

Le problème le plus important est celui posé par l'alimentation en gaz des villes de Carmaux et d'Albi. Celle-ci est assurée par la cokerie de Carmaux qui englutit un quart de la production minière.

Le préfet avance qu'il ne saurait être question d'un seul instant de laisser éteindre les fours, ce qui entraînerait une perte de plusieurs millions et réduirait au chômage des centaines d'ouvriers.

Les syndicats, cela va de soi, sont sensibles à l'argument, mais se heurtent à la mauvaise volonté des autorités, qui veulent utiliser cette raison pour briser la grève.

Vendredi matin, en effet, le préfet a précédé de quelques heures monsieur Pompidou dans son action de charme en recevant les responsables de nos camarades grévistes, leur rappelant les conséquences catastrophiques qu'entraînerait l'extinction des fours qui risqueraient de ne pas être reconstruits par manque de crédits... Et qui demanderaient de toute façon de longs mois de remise en marche.

Aussi, nos camarades syndicalistes ont-ils proposé de réduire au minimum la production de gaz et d'utiliser les millions de tonnes de charbon stockés depuis des années sur les carreaux des puits carmausins. Mais à cette proposition, les masques sont tombés. Car ce charbon dont personne ne voulait a trouvé comme par enchantement acheteur... donc plus de stocks (1). Mais au fait, réquisition pour réquisition, pourquoi le gouvernement ne réquisitionnerait-il pas les stocks ?

Alors, quel faire ? Eh bien, tout

(1) En temps normal, la Direction est tenue d'avoir un stock suffisant.

simplement reprendre le chemin de la mine et reprendre le travail, en attendant les promesses de Pompidou...

Cela, pas un seul mineur du Carmausin n'y songe, et la grève continuera jusqu'à satisfaction. Mais, aujourd'hui, 9 mars, la bombe éclate. Deux trains de charbon danois doivent arriver pour alimenter les fours si stratégiques. Les mineurs ne peuvent donc plus se tromper. Si le gouvernement a de l'argent pour acheter le charbon étranger et lui faire parcourir d'aussi grandes distances, il doit en avoir aussi pour satisfaire leurs légitimes revendications.

Les mineurs restent unis et résolus.

Solidarité dans le Tarn

Dès les premiers jours de la grève, la Fédération du Tarn du P.S.U. faisait appel à ses militants et ses sympathisants en lançant une souscription d'aide aux mineurs du Carmausin.

Samedi 9 mars, en fin d'après-midi, au cours du meeting d'unité qui se tenait sous le hall de la verrerie ouvrière, notre camarade Croste, secrétaire fédéral P.S.U. a apporté 290 nouveaux francs en témoignage de solidarité à la lutte des mineurs, et a demandé la constitution de comités locaux de soutien à la grève.

Il faut développer la solidarité sur une grande échelle, les militants du P.S.U. y travailleront.

Pour la solidarité aux mineurs, adresser les fonds à CABOT Raoul, CC 233-56, Toulouse ;

à CROSTE André, CC 1768-86, Toulouse, qui transmettront au comité de grève de Carmaux, avec la mention : pour les mineurs.

Le chantage de Pompidou

La voix douce, l'œil bon enfant, le visage du bon père de famille, tel nous est apparu à la R.T.F. le premier ministre pour « faire appel à la sagesse des mineurs ».

Cette opération style « coin du feu » fut en réalité un maladroît chantage qui n'a d'ailleurs trompé ni les mineurs ni l'ensemble des travailleurs de notre pays.

Débutant comme une conférence médicale « l'économie française est fiévreuse, elle doit prendre des précautions ». M. Pompidou a brandi la menace de l'inflation, conséquence, selon lui des hauts salaires, pour justifier son refus aux revendications des mineurs. Puis vint le chantage : « Pour guérir cette maladie il n'y a

pas de remède miracle. La grève illimitée, cela veut dire un arrêt progressif de l'activité économique, des restrictions de gaz, d'électricité, la fermeture d'usines, des difficultés de chauffage pour les foyers, les hôpitaux et les écoles. »

Ainsi, pendant près de cinq ans de pouvoir absolu où nous entendions à longueur d'antennes les mêmes communiqués de victoire : « Stabilisation économique, redressement, expansion, augmentation du niveau de vie, progrès social, etc., tout cela ne se révèle qu'un bluff monumental : M. Pompidou le confirme, nous sommes au bord de l'abîme, à deux doigts de l'inflation.

Le ton patelin du premier ministre n'a trompé personne : l'intransigeance du gouvernement est évidente, la réquisition n'ayant pas été levée, les mineurs se préparent pour une grève longue et difficile. De grève revendicative, elle devient grève pour le respect du droit de grève. Le succès ou l'échec de la lutte des mineurs pesera lourdement dans les luttes sociales futures.

Déjà une première victoire est acquise, les mineurs par leur grève ont dégonflé la baudruche « sociale » du Pouvoir et démontré que la lutte des classes n'est pas encore une vieille formule désuète et périmée.

Dominique Laury.

LES CONDITIONS DE VIE DANS LES MINES : BAS SALAIRES ET SILICOSE

LES mineurs sont entrés dans une difficile lutte revendicative qui, très vite, s'est transformée en un combat à caractère politique contre l'Etat patron, l'Etat gaulliste. Certes, les menaces de de Gaulle, les réquisitions, les C.R.S. et le chantage du gouvernement « social » n'y sont pas pour rien. Mais ce qui est cause de la grève, c'est avant tout la condition d'existence des mineurs. Nous connaissons mal dans la région parisienne la véritable vie d'un mineur et il est nécessaire, nous semble-t-il, de donner quelques précisions afin que le combat des « Gueules noires » soit mieux compris.

Guesnain, un camarade mineur du bassin de Douai, militant P.S.U. et C.G.T., est venu rue Henner. C'est avec lui que nous avons eu un entretien pour le moins édifiant.

SALAIRES

Question. — Nous connaissons mal les salaires des travailleurs de la mine : peux-tu nous donner des renseignements sur ce point ?

Réponse. — Comme je craignais que tu ne me croies pas, j'ai pris des feuilles de salaire de quelques gars qui sont dans des catégories différentes.

D'abord, il y a cinq catégories dont une, la première, est celle des manœuvres, qui restent à ce niveau très peu de temps. Il reste les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e catégories. Au-dessus, c'est la maîtrise et les cadres.

Tiens, regarde cette fiche de salaire d'un gars qui est de 2^e catégorie. Il est meneur de treuil de halage et il a la responsabilité du transport de charbon dans les galeries. Si un câble casse, un wagon déraile, il peut blesser ou tuer des copains. Avec 21 ans de service, il a 16,78 F par jour pour 8 heures de travail à 650 mètres de fond. Tu vois, ça fait, après les déductions, et par heure, moins que pour une femme de ménage dans la région parisienne.

Pour la quinzaine, c'est-à-dire 13 jours de travail, le gars a gagné 316 francs dans lesquels il y a 94,06 F d'allocations familiales, donc 221,94 net.

Mais attends, s'il avait manqué 2 heures dans la quinzaine pour raison de santé, il aurait perdu sa prime à la production de toute la quinzaine.

Q. — Tu as parlé des cotisations : de combien sont-elles ?

R. — On nous retient 8 p. 100 pour la caisse autonome de retraite et 2 p. 100 pour la Sécurité sociale minière.

Q. — Revenons aux salaires.

R. — Tiens, celui-ci est classé en 4^e catégorie. Il a été déclassé parce qu'il est silicosé à 10 p. 100. Il a 18 ans de service. Regarde : pour la quinzaine on lui a payé 5 jours en 3^e catégorie à 20,42 F par jour et 7 jours en 4^e catégorie à 21,36 F par jour. C'est-à-dire que comme malade, on considère qu'il n'a pas le rendement d'un 4^e catégorie. Comme il est silicosé, il ne peut pas travailler à la poussière, alors on considère qu'il ne travaille pas assez. Pour sa quinzaine il a reçu 286 F dont 20,61 d'allocations familiales, ou en net 265,39 F.

Attends, je n'ai pas fini. Là, j'ai un 5^e catégorie : il est traceur. Il gagne 28 F par jour, brut toujours. En net, il a reçu 299,13 F pour sa quinzaine.

Q. — A quel échelon de l'industrie métallurgique correspond un 5^e catégorie ?

R. — A un P.3 tourneur ou fraiseur

nous dit un mineur de Douai

D'ailleurs, dans le statut des mineurs signé en 1946 on prévoyait que les ouvriers de 5^e catégorie recevraient un salaire égal à celui d'un métallo de la région parisienne avec une majoration de 60 p. 100.

Tiens, regarde maintenant ma feuille de salaire à moi. Je suis chef de taille moniteur, donc je suis à un échelon non classé au-dessus de la 5^e catégorie. C'est à peu près l'équivalent de contremaître. J'ai 22,80 F par jour avec en plus une prime de 3 à 4 F par jour en fonction du rendement, et une prime de 3 à 4 F par jour pour la sécurité et le bon ensemble du travail.

Bien sûr, cette dernière prime, on ne la touche pas toujours. Parfois, l'ingénieur descend le dernier jour de la quinzaine et s'il estime que le travail du jour n'a pas été bien fait, les primes sont retirées pour la quinzaine.

SANTE

Q. — Tout à l'heure, tu as parlé des silicosés. Qu'est-ce, exactement, que la silicose ?

R. — La silicose, c'est de la poussière qui se fixe dans les alvéoles des poumons. La poussière provient du limée, la terre qui sépare les couches de charbon et la poussière, c'est de la silice.

En direct de la mine

● **LA MINE SOCIALE** : 40 ans, abatteur au fond (C. 5, 13 ans de fond). Tuberculeux non reconnu silicosé, 3 ans de sana. A son retour, le choix lui est offert entre le licenciement et la rétrogradation « volontaire ». Résultat : perte de 4,29 F/jour et perte de ses 13 ans d'ancienneté au fond.

● **LA RENTE ACCIDENT** : la silicose reconnue donne droit à une rente accident. Résultat : le salaire est diminué du montant de la rente.

● **SOLIDARITE** : les 400 mineurs marocains de Grenay se sont totalement solidarisés avec leurs camarades en grève : « Nous ne sommes pas venus pour casser le travail des Français » ont déclaré les 60 mineurs de fond.

● **DELEGUES MINEURS** : quand un mineur est élu « délégué », il est placé hors cadre et radié du contrôle des Houillères ; il n'a plus le droit de s'occuper d'autre chose que de la sécurité, toute activité syndicale lui est interdite et il perd la protection attachée au statut du mineur.

● **SALAIRE INDIRECT**, logement : les pensionnés de Dorigny n'ont ni eau courante, ni W.-C.

— Fourniture en charbon : sur la terre carbonifère fournie en guise de charbon, le mineur paie la T.V.A. (6 F/t).

● **LES « MARCHANDS D'HOMMES »** : les Houillères sous-traitent les marchés d'entretien à des entreprises privées (Entreprise Beaucourt de Pont-à-Vendin, par exemple) qui récupèrent les mineurs licenciés et qui les louent à la mine (moyennant réduction de salaire et perte du statut), voilà pour le jour.

Cette pratique abolie en 36 a été reprise depuis 48.

Pour le fond, au lieu d'employer des mineurs bénéficiant du statut on embauche de la main-d'œuvre étrangère : Marocains, Espagnols, Italiens, sous contrat.

Tu sais, il faut voir pour comprendre ce que c'est. Pour un silicosé, c'est une lente agonie qui dure parfois dix ans. Le gars reste couché pendant des

années sans pouvoir bouger. Il ne peut même pas supporter le poids des couvertures, parce que cela le fait étouffer. Ses poumons sont durs comme du caillou.

Tu ne sais pas qu'on voit souvent la femme qui souffle dans la bouche du malade pour qu'il puisse quand même respirer dans les moments où il étouffe.

D'ailleurs, quand un mineur est silicosé à 100 p. 100, il reçoit une pension qui peut monter jusqu'à 1.800.000 anciens francs. Dans cette pension, on prévoit la subsistance de la tierce personne, c'est-à-dire l'épouse, sans laquelle le gars ne pourrait survivre.

Mais ceux qui sont reconnus silicosés à 100 p. 100 sont rares.

Tiens, il y a un gars qui est remon- té de la mine silicosé à 10 p. 100. On l'a mis comme jardinier chez un ingénieur. Après trois ans de travail qui consistait à repiquer des poireaux, on l'a reconnu silicosé à 30 p. 100 et six ans plus tard, toujours en piquant des poireaux ou des choux, il était marqué comme silicosé à 100 p. 100. Maintenant, il est mort. Il avait six enfants. Pourtant dans les derniers temps, il ne respirait plus de poussière.

Moi, je suis reconnu silicosé à 40 p. 100 par un médecin particulier. J'avais des radios pour le prouver. Le médecin de la mine n'a rien voulu savoir et il a dit que je pouvais continuer à travailler au fond.

En général, quand on est reconnu silicosé à 10 p. 100, on l'est, en fait, à 50 p. 100. Comme on ne remonte pas au jour avant d'être reconnu à 20 ou 25 p. 100 de silicose par le médecin de la mine, les gars ont le temps d'être complètement intoxiqués.

Q. — Et sur la sécurité dans le travail ?

R. — Il y a bien les délégués du personnel qui font des surveillances, mais ils ne peuvent pas empêcher le chef porion d'entasser 60 ou 65 gars dans l'ascenseur alors qu'il ne faut en mettre que 50.

D'ailleurs, il faut ajouter à notre temps de travail la douche et le changement de vêtements. Dans bien des pays, on pratique des inhalations d'huile qui permettent d'éliminer des poussières arrivées dans les poumons. Chez nous, en France, on n'y a pas droit.

Q. — Mais il n'y a pas de visites médicales ?

R. — La voiture de dépistage, c'est du bluff ! Même les absents reçoivent les résultats de leur radioscopie.

Attends, on a vu des silicosés à 100 p. 100 qui étaient au lit depuis longtemps, sans pouvoir bouger, recevoir sous pli cacheté le résultat de leur radio : « Cage thoracique normale » !

Q. — A ton avis, combien y a-t-il de silicosés parmi les mineurs ?

R. — Les 200.000 mineurs des charbonnages sont pratiquement tous silicosés.

Si un jour des médecins-conseils faisaient une visite sérieuse, on pourrait fermer tous les puits.

EFFECTIFS

Q. — Mais alors, si ce sont là les conditions imposées, comment se fait-il qu'il y ait encore des mineurs ?

R. — Ne t'y trompe pas, les jeunes désertent rapidement. On est obligé de recruter des Marocains qui sont encore moins payés que nous.

Comment veux-tu que de Gaulle prenne des sanctions contre nous ? Il n'y a pas assez de personnel pour faire le travail.

Q. — Combien y a-t-il de Marocains ?

R. — Sur 140.000 mineurs, il y a 10.000 Marocains. Dans mon puits, sur 600 mineurs, il y a 240 marocains. Ils sont tous en 2^e catégorie, mais ils font le travail des abatteurs : c'est-à-dire qu'ils font ce que font des Français de 4^e ou 5^e catégorie.

Ils sont liés par un contrat d'un an, sinon ils partiraient tout de suite.

Il est tout de même bon de remarquer que ces Marocains, moins payés que les Français, se sont tout de même rendus solidaires de leurs compagnons de travail.

Les Marocains font la grève. Les Russes ne chargent pas les bateaux charbonniers à destination de la France.

Les travailleurs espagnols envoient de l'argent.

Les mineurs de fer se mettent en grève par solidarité.

Les syndicats de mineurs allemands envoient des fonds.

La solidarité internationale des travailleurs n'est pas un vain mot.

Interview recueillie par Verset et Pesquet

ECHOS DES ENTREPRISES

La grève de soutien chez Ernault-Somua

Faites ce que je dis, mais ne... Or donc, mercredi 27 février, peu de temps après le débrayage de 17 h. 15, nous étions un groupe de copains vidant un pot chez Yvette.

Tout à coup, un gars remarqua un de nos plus éminents chefs qui pénétrait dans la cordonnerie voisine, puis ressortait un paquet à la main.

Une mauvaise langue insinua : — Si ça se trouve, il n'a même pas de bon de sortie.

Un optimiste répliqua : — Il s'est peut-être joint à la grève.

Un champion de la discipline s'écria avec des pleurs dans les yeux : — Et pendant ce temps, il y a peut-être quelqu'un qui en profite pour se laver les mains dans l'usine.

Enfin, un philosophe conclut : — Messieurs, l'affaire d'Algérie nous a déjà prouvé que les généraux les plus sévères pour la troupe sont généralement ceux qui respectent le moins les règlements.

Et, sur ces bonnes paroles, chacun vida son demi.

La 4^e semaine chez Huard, à Châteaubriant

Les revendications continuent aux établissements « Huard » à Châteaubriant. Les Ets Huard occupent 2.000 personnes, tant ouvriers que personnel de bureau, et le chiffre d'affaires pour 1961 avoisinait 1.500 millions de francs 1963. Les Ets Huard comprennent une usine et une fonderie et les salaires moyens sont de 3 F de l'heure depuis une légère augmentation de l'heure de 0,09 F de l'heure que la direction avait acceptée.

Les travailleurs réclament une augmentation générale et uniforme des salaires de 0,20 F de l'heure et la 4^e semaine de congés payés. Devant les propositions insuffisantes de la direction (cette augmentation de 0,09 F avec incidence sur le boni, ce qui donne une augmentation de 0,11, et une prime de 25 F pour février), les travailleurs décident, à l'assemblée générale du personnel usine et fonderie, de continuer la lutte et, pour cela, de refuser les heures et les journées supplémentaires demandées par la direction pour certains secteurs de l'usine.

La direction, qui refuse toujours la 4^e semaine, propose alors une augmentation effective avec le boni de 13 F 20 et une prime de 30 F. Après une nouvelle assemblée du personnel, cette proposition est repoussée et des débrayages surprises sont prévus cette semaine.

En comité d'entreprise, les syndicats d'entreprise refusent le samedi supplémentaire proposé par la direction pour le 16 mars, si aucune revendication n'est revue avant cette date.

Problèmes du Socialisme international

par Lelio BASSO

Numéros 21-22 des « Cahiers des Centres d'Etudes Socialistes ». Le numéro : 2,40 F — Etranger : 3 F.

EN LIBRAIRIE

et à

TRIBUNE SOCIALISTE

LA "FORCE DE FRAPPE" CONSTITUE UN VERITABLE GOUFFRE FINANCIER

qui engloutit, cette année, le prix de 100.000 logements dans les H.L.M.

METTRE le nez dans le dossier financier de la « force de frappe » gaulliste ressemble un peu à la recherche d'une aiguille dans une botte de foin. Non, certes, que le coût de cette « force » soit négligeable : on peut — nous y reviendrons — l'évaluer, cette année, à plus de 3,50 milliards de francs actuels (350 milliards d'anciens francs). Mais la comparaison vaut

d'Algérie. Comme si le maquillage des comptes publics avait changé en quoi que ce soit l'évolution du conflit.

Debré avait menti !

A l'évidence, le pouvoir gaulliste, pourtant si fier de sa « force de frappe » nationale, l'est moins quand il s'agit d'en publier le prix. Sans cette « indiscretion » — d'ailleurs désintéressée — du ministre des Finances, le pays ignorerait encore le coût approximatif de la « force de frappe ». Il n'en connaîtrait que

aurons l'occasion d'expliquer dans les prochaines semaines.

Retenons simplement pour l'instant que les mensonges gaullistes sont, une fois de plus, mis en évidence par les faits. Et que, au total, le coût de la « force de frappe » se chiffre en milliers de milliards de francs, et non pas en centaines, comme avait tenté de le faire croire la propagande du régime pour endormir l'opinion.

Un exemple : Pierrelatte, cette grande usine de la vallée du Rhône qui constitue le « cœur atomique » de

de près d'un cinquième en deux ans, devenant de 1.299 à 1.035 milliards entre 1953 et 1955.

Cette fois, de l'aveu même du ministre des Finances, la réduction des effectifs (775.000 hommes en moyenne cette année, contre 1.009.000 l'an dernier) aurait permis une économie de 146 milliards d'anciens francs. Or, non seulement le budget militaire n'a pas diminué, mais il a encore augmenté de 125 milliards d'anciens francs.

Le total de ces deux sommes (271 milliards d'anciens francs) corres-

DES FORTUNES ENGLOUTIES POUR RIEN

● **BLUE STREAK** : c'est la fusée dont les Anglais comptaient équiper leur force de frappe nationale. Après des années de recherches, ils ont abandonné, en 1960, le projet, la Blue Streak leur paraissant de trop faible portée. Ils avaient dépensé plus de 100 millions de livres pour rien (on a même parlé de 200 millions). Soit, en anciens francs, de 140 à 280 milliards : plus que le budget français des constructions scolaires...

● **SKYBOLT** : autre fusée anglo-saxonne, elle devait remplacer la Blue Streak, ayant une portée supérieure (1.800 kilomètres). Kennedy et le Pentagone ont décidé, à la fin de 1962, d'en arrêter la fabrication, ce dont fut averti Macmillan à la rencontre de Nassau. Combien avait été dépensé en vain pour ce programme ? La bagatelle de 350 millions de dollars (175 milliards d'anciens francs) ; sans compter les études anglaises faites sur le sujet...

● **POLARIS** : n'est pas encore démodée. Mais a déjà coûté aux Etats-Unis 800 millions de livres (1.120 milliards d'anciens fr). Combien de temps durera encore sa « vie utile » ?...

Ce ne sont là que des exemples. Furent ainsi abandonnés par l'armée américaine : la fusée Plato (14 millions de dollars d'études), le Régulus II (156 millions de dollars), la Goose (78 millions de dollars), le Rascal (448 millions de dollars), le Navajo (680 millions de dollars), le Gar 9 (35 millions de dollars)... Sans compter les avions supersoniques qui furent abandonnés à l'état de projets ou de prototypes. En ce domaine, il est vrai, la France a déjà une forte expérience...



Une vue de la traditionnelle marche d'Aldermaston en Angleterre.

(Keystone)

les quelques banalités dites par Debré au moment de la présentation de la fameuse « loi-programme » militaire en juillet 1960 : 6 milliards de NF à dépenser en cinq ans (de 1960 à 1964), avait assuré alors l'amer Michel, que le mensonge n'effrayait pas.

Six milliards en cinq ans, cela fait à peine 1,2 milliard par an ; une misère ! En tout cas, pas de quoi effrayer les foules, peu enchantées à l'idée de voir ces dépenses prendre le relais de celles dues à la guerre « imbécile et sans issue ». Comment ce 1,2 milliard de moyenne annuelle a plus que triplé, c'est ce que nous

l'armée française (on y sépare de l'uranium 238, inerte, l'uranium 235, explosif, qu'on « enrichit » ensuite progressivement), coûtera au moins 600 milliards d'anciens francs, alors qu'on l'avait évaluée à 175 milliards seulement, quand le projet fut soumis pour la première fois aux parlementaires.

Non seulement les dépenses augmentent au fil des mois mais des fortunes sont englouties en pure perte — mais pour le grand profit des sociétés capitalistes qu'elles enrichissent — par des études ou des réalisations dont on s'aperçoit après... qu'elles ne servent plus à rien. Les exemples étrangers que nous donnons ci-contre sont assez éloquents pour nous dispenser d'un long commentaire.

Notons seulement pour aujourd'hui qu'au moment où — comme Laniel — de Gaulle dit « non » à la grève, parce que l'inflation menace, qu'au moment où Pompidou assure qu'il n'a pas d'argent (ni pour les électriciens, ni pour les cheminots, ni pour les fonctionnaires, ni pour les familles), l'Etat engloutit quelque 400 milliards d'anciens francs dans la préparation d'une « force de frappe », que n'aura même pas d'influence militaire, les Américains comme les Russes ne pouvant être impressionnés par une « force » qui se chiffrera en millièmes de la leur !

Combien d'hôpitaux combien d'H.L.M....

Avec cet argent gâché, on aurait pu construire quelque 100.000 logements de plus (soit plus du double de ceux qui seront mis en chantier cette année). Ou bien, selon les préférences, quadrupler la retraite des vieux, tripler les constructions scolaires, ou augmenter de moitié les salaires et retraites des enseignants et chercheurs (voir à ce sujet la Fiche de formation n° 9, qui compare les dépenses militaires françaises aux dépenses utiles de l'Etat, à l'aide aux pays sous-développés ainsi qu'aux budgets militaires des pays étrangers).

Soulignons enfin combien le gâchis de la « force de frappe » apparaît particulièrement scandaleux cette année, où la paix en Algérie aurait enfin permis de réduire les dépenses militaires. Après la paix en Indochine, le budget militaire avait baissé

pond à la majeure partie de ce que la « force de frappe » nous coûte cette année (le solde ayant été récupéré sur les dépenses « classiques » de l'armée). Ainsi, alors que la nation pouvait espérer affecter cette année aux dépenses sociales (hôpitaux, écoles, salaires, retraites...) une partie de ce dont l'avait privée si longtemps la guerre d'Algérie, de Gaulle et ses féaux en ont décidé autrement.

La volonté de puissance et l'orgueil nationaliste du général frustrent, une fois de plus, de leur dû les familles populaires. Il tient à nous que celles-ci le comprennent clairement : le succès de notre campagne contre la « force de frappe » dépend de chacun de nous.

M. Rungis.

LE PRIX DES ARMES ATOMIQUES

● **FUSEE POLARIS** : 350.000 livres pièce, selon Macmillan, soit à peu près 490 millions d'anciens francs : le prix de 100 H.L.M. !

● **SOUS-MARIN ATOMIQUE** : son prix tend à baisser, du moins aux Etats-Unis qui en ont déjà fabriqué neuf. Selon des évaluations sérieuses, l'unité américaine coûterait actuellement environ 110 millions de dollars (55 milliards d'anciens francs), fusées non comprises. Comme il y a 16 Polaris par sous-marin, il faut ajouter à ce prix 8 milliards d'anciens francs. Pour la France, qui va mettre en chantier sa première unité atomique, on parle de quelque 80 milliards au total.

● **MIRAGE IV** : c'est le bi-racteur Dassault qui doit porter les petites bombes A françaises, en attendant que le sous-marin puisse emporter des fusées équipées de têtes nucléaires (bombes H). Il coûte 2 milliards d'anciens francs en moyenne ; 50 devant être construits, cela fera une dépense de 100 milliards ; cherchez le bénéfice du député U.N.R. Dassault...

● **PIERRELATTE** : l'usine où est préparé le « combustible » de la bombe H coûtera quelque 600 milliards d'anciens francs : le prix de 120.000 H.L.M. !

par la difficulté que présente la recherche de crédits consacrés à l'effort atomique militaire.

Des fonds consacrés à la « force de frappe », il y en a dans le budget militaire, évidemment. Mais combien, exactement ? Giscard d'Estaing a parlé de 3.097 millions (309,7 milliards d'anciens francs) pour les seuls crédits d'équipement ; mais cela ne comprend pas les dépenses de personnel pour les officiers et techniciens qui préparent cette « force ». Surtout, cela néglige la partie des crédits du Commissariat à l'énergie atomique et du Centre pour la recherche scientifique qui est consacrée — directement ou indirectement — à cette tâche.

D'autres crédits sont vraisemblablement destinés à la « force de frappe », mais sous le couvert des ministères civils, dits économiques : industrie, aviation, travaux publics... Combien ? Nul ne le sait exactement à l'heure actuelle. Et ce genre de recherches, auxquelles Tribune Socialiste se consacrera durant les prochaines semaines, rappelle incontestablement celui auquel il fallut se livrer en 1957, quand Pflimlin — avant de capituler devant de Gaulle — obligea les services des ministères des Finances et de la Guerre à dissimuler au milieu des autres crédits les dépenses consacrées à la guerre

Vient d'être éditée cette affiche, bicolore, 1/2 colombier :

Contre la politique militaire du gaullisme

Le budget militaire, avoué et camouillé, représente 30 % de celui de la nation. Ce qui entraîne :

- Blocage des salaires
- Réquisitions
- Inflation
- et hausse du coût de la vie
- La « Force de Frappe », politique d'orgueil nationaliste, a été exigée et obtenue par la caste militaire.
- Le peuple français, lui, réclame une armée contrôlée par le peuple, et une politique active en faveur du désarmement.
- Le P.S.U. vous appelle à lutter :
- Contre la bombe gaulliste et toutes les autres,
- Pour la désatomisation de l'Europe,
- Contre les pactes militaires, Pour le désengagement, CONTRE
- UNE POLITIQUE MILITARISTE ET ANTISOCIALE
- Action unie des travailleurs en France et en Europe
- Prix : 0,12 F l'affiche. C.C.P. 58-26-65. Payer à la commande : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e.

LES PROJETS RÉPRESSIFS DU GOUVERNEMENT BATTUS AU CONGRÈS DU P.S.B.

Le congrès extraordinaire du parti socialiste belge qui s'est déroulé le 2 mars dernier est une lointaine conséquence des grèves de Wallonie, de décembre 1960 et janvier 1961.

Les élections du printemps 1961 avaient abouti à la constitution d'un gouvernement de coalition bipartite : sociaux-chrétiens et socialistes qui, sous la pression des premiers, eux-mêmes poussés par un grand patronat, soucieuse d'empêcher le retour d'une nouvelle vague « d'éméutes », avaient pris l'engagement de déposer ces projets de loi sur le maintien de l'ordre.

Le parti socialiste, expression politique des travailleurs qui venaient de mener la lutte avec André Renard, s'était refusé à tout engagement ; et Collard, son président, avait fait les plus expresse réserves sur les projets lors du débat d'investiture.

Les projets (1) n'en furent pas

moins déposés en août 1962. Tandis que la direction du P.S.B. se montrait fort discrète sur l'événement, la gauche du Parti et le mouvement populaire wallon (gauche syndicale wallonne) déclenchèrent une violente campagne avec l'appui des syndicats.

Le gouvernement déposa alors des amendements adoucissant les projets et on put croire que, compte tenu du temps écoulé depuis les grandes grèves, le congrès du parti socialiste belge ne s'y opposerait plus.

Cependant, la gauche du P.S.B. et le Mouvement populaire wallon, soutenus activement par les centrales des métallurgistes et des services publics, déclenchèrent une nouvelle et violente campagne.

Cédant devant cette pression (2)

les dirigeants du P.S.B. déposèrent une motion rejetant les projets comme inacceptables et exigeant de nouveaux amendements — ce qui revenait à donner satisfaction à la gauche — et prévoyant un nouveau congrès extraordinaire pour discuter les projets définitifs.

Ernest Mandel, rédacteur en chef de « La Gauche » qui, parlant le matin, immédiatement après Spaak, avait appelé les militants à lutter par tous les moyens contre les projets fut l'objet, l'après-midi, d'une vive attaque de la part de Spaak et Collard qui placèrent le débat avec lui sur le terrain de la discipline.

Malgré cela et quoi qu'il advienne par la suite il semble que la gauche socialiste belge vienne

de remporter une victoire incontestable.

En effet, les critères d'après lesquels le futur congrès acceptera ou refusera les nouveaux projets seront ceux contenus dans les résolutions votées par une série de fédérations parmi lesquelles la fédération liégeoise dont les raisons de refus englobent en fait tout ce qu'il y a dans les projets.

La situation ainsi créée pourrait entraîner, à terme, une crise sur le plan gouvernemental où la droite du parti social-chrétien est résolument hostile à toute nouvelle concession tandis que le groupe du P.S.B. est mandaté par le congrès du 2 mars pour en réclamer davantage.

Albert Roux.

(1) Ils sont au nombre de quatre.

(2) Des délégués venaient à la tribune retracer la répression qu'ils avaient eux-mêmes subie et concluaient qu'avec le vote des projets ce serait pire la prochaine fois.

Après le dernier coup d'Etat de Damas, l'ambition de la Syrie : Un regroupement arabe sur une base socialiste

RADIO-DAMAS annonçait, le vendredi 8 mars, qu'un coup d'Etat venait de se dérouler en Syrie sous la devise de « Unité, liberté, socialisme », qui est celle du Baath, parti socialiste de l'unité arabe. Un mois plus tôt, le même parti prenait le pouvoir à Bagdad.

Depuis lors, les nouvelles se sont succédées : formation d'un gouvernement baathiste ayant à sa tête Salah Bitar ; Conseil de la Révolution dirigé par l'autre personnalité du Baath, Michel Aflak ; relations amicales avec les gouvernements du Caire, de Bagdad, d'Alger, etc. On reparle d'unification du monde arabe, mais cette fois-ci sous la bannière du socialisme.

Rappelons que c'est le Baath qui, en 1958, demandait à Nasser l'union organique de la Syrie et de l'Égypte pour échapper au danger communiste. On sait les avatars de la République Arabe Unie. Le Baath, interdit, dissous, absorbé dans l'« Union nationale », déçu par la mainmise égyptienne sur les affaires syriennes, devait vite déchanter. C'est à cette époque que nous avons rencontré Salah Bitar au Caire. Ce qu'il reprochait alors à Nasser, c'était surtout son régime policier, antidémocratique. Absence des libertés les plus élémentaires : syndicats, jugulés, entre les mains du gouvernement ; presse aux ordres (nationalisée depuis lors) ; manque absolu de liberté de penser, de s'exprimer pour la classe ouvrière ; la grève interdite ; les travailleurs simples instruments entre les mains de la police.

Salah Bitar est un homme très intelligent, peu loquace, sérieux, austère même. Volontiers mélancolique, il offre le portrait typique de l'intellectuel du Moyen-Orient. Il en est certainement l'homme politique le plus proche de la gauche française, dont il connaît la plupart des leaders. Il est d'ailleurs le seul vrai socialiste du Moyen-Orient, peut-être même du monde arabe. On pourrait le comparer au leader marocain Bouabid, dont il a la classe et l'intelligence, avec un côté plus volontaire, plus dur.

Des deux leaders du Baath actuellement au pouvoir en Syrie, il est le vrai socialiste. Michel Aflak, lui, quoique chrétien, représente la pure tendance « unité arabe ». C'est lui le créateur du Baath, parti de la Renaissance arabe, qui n'est que secondairement socialiste, surtout en raison de sa fusion, en 1952, avec le parti de Salah Bitar, le Parti Socialiste Syrien. Aujourd'hui, les deux hommes, les deux forces, les deux tendances sont au pouvoir. Bitar le socialiste comme chef du gouverne-

ment, Aflak le panarabe à la tête du Conseil de la Révolution. Quelle tendance l'emportera ?

Le soir des élections de septembre 1954 où Salah Bitar fut élu député avec seize autres membres du Baath, il nous avait dit : l'unité arabe passe par le socialisme. Tout naturellement, l'unité devrait d'abord se faire avec Bagdad. Mais le pouvoir est encore aux mains des impérialistes. (Noury

faire la paix avec Israël en abandonnant les Arabes de Palestine, à l'inspiration des U.S.A.

Salah Bitar s'est, au contraire, rapproché de Nasser dans la mesure où celui-ci fait une politique socialiste dans son pays. N'oublions pas, d'ailleurs, que la révolte d'officiers qui mit fin, le 26 septembre 1961, à l'union avec l'Égypte, marquait nettement un coup de barre réactionnaire. Nasser

commerçante. Mais le gouvernement du président Kouddi et du premier ministre Khaled el Azem, qui n'avait aucune assise populaire, ne pouvait pas se maintenir en face d'un Baath fortement organisé, qui venait de remporter une victoire éclatante en Iraq et dont les deux leaders sont actuellement les meilleures têtes pensantes du Moyen-Orient.

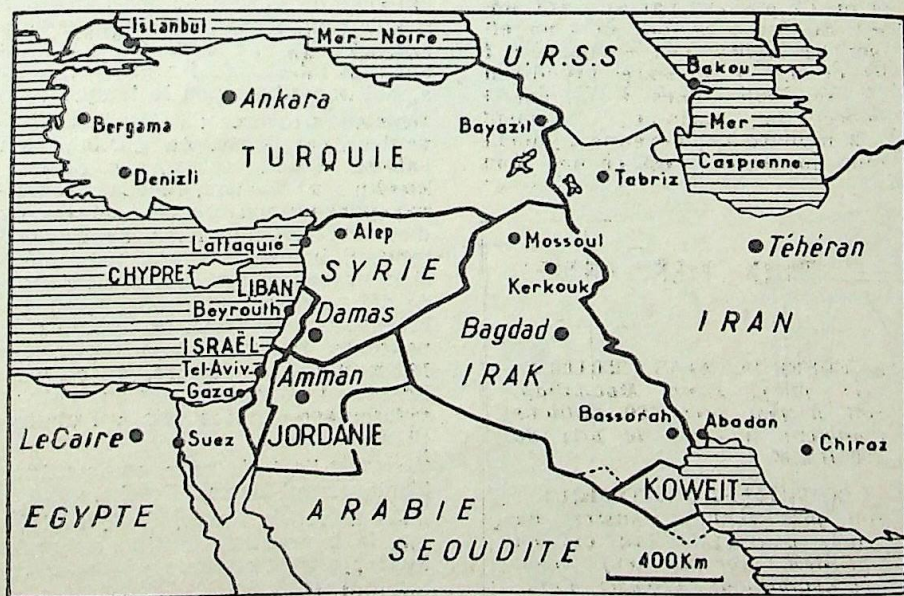
Semaine sensationnelle, donc, au Moyen-Orient. Car n'oublions pas que le fait capital reste, malgré l'importance que l'on peut accorder à la victoire de Salah Bitar, la reconnaissance de l'autonomie interne des Kurdes d'Iraq. Événement considérable si l'on considère l'ensemble du Kurdistan, si l'on songe à la virulence du nationalisme kurde. On peut alors facilement imaginer que les Kurdes d'Iraq, de Turquie et de Syrie ne tarderont pas à demander eux aussi leur autonomie. Le problème ne semble pas très grave en Syrie où ils ne sont qu'une centaine de mille.

Mais au moment où nous assistons à un succès certain du panarabisme, la reconnaissance de l'autonomie kurde en contrepoint représente une dissonance dans le monde arabe de la plus haute importance. L'Iraq est en effet le premier Etat binational du monde arabe. Le Baath socialiste l'a admis. La victoire du leader kurde Barzani, c'est aussi la victoire, ou plutôt l'espérance de tous les groupes nationaux du monde arabe. Michel Aflak peut-il le contester ? Salah Bitar ne peut pas ne pas l'accepter. Et si Nasser accepte le « système de la décentralisation sur une base ethnique sans pour cela mettre en péril l'unité nationale », comme il le fit récemment, si Ben Bella reconnaît le fait kurde, pourquoi le chef du gouvernement algérien n'accepterait-il pas un jour le « fait kabyle » ?

Ces deux grands événements du Moyen-Orient ne vont pas manquer de marquer profondément le monde arabe. Pour ce qui est de la Syrie, elle se trouve actuellement sur des lignes de force assez proches des nassériennes. Espérons que le démocrate Salah Bitar saura infléchir la politique autocratique de Nasser tout en imposant au Moyen-Orient la ligne socialiste maintenant irréversible. Un regroupement arabe sur une base socialiste ? Telle est l'ambition de Salah Bitar, aujourd'hui maître de la Syrie.

Mais la Syrie reste un petit pays. La Syrie n'existe pas. Toutes les forces actuelles passent par Nasser. Mais les événements d'Iraq et de Syrie ne peuvent qu'infléchir sa politique dans le sens d'un socialisme arabe plus démocratique.

Simonne Lacouture.



Saïd était encore chef du gouvernement.) Nous allons donc essayer de nouer quelque chose avec Nasser...

Ministre des Affaires étrangères de la R.A.U., il ne tarda pas, après la rupture, à se séparer du grand leader panarabe Baathiste Akram Hourani, ex-vice-président de la R.A.U. Ce dernier, en effet, rompit complètement avec Nasser qu'il accusait de vouloir

ne tombait pas à gauche, mais à droite. Et c'est l'annonce à Damas des mesures de socialisation : réforme agraire, impôts sur le revenu, contrôle des changes, qui provoquèrent en grande partie la rupture. La révolte n'était pas seulement nationaliste, elle était avant tout bourgeoise. Nasser ruinait la puissante bourgeoisie syrienne, terrienne et

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

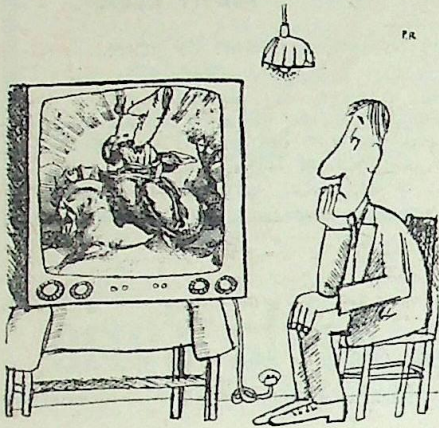
TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

POUR la classe qui domine notre société, les deux impératifs principaux sont, nous l'avons vu (1) :
1° de fragmenter les mouvements massifs des travailleurs vers les services actuellement engorgés en étalant les heures d'entrées et de sortie ;
2° d'éviter les temps morts, soit dans le travail individuel, soit dans la marche de l'entreprise.

Etaler, contracter. Les « aménagements » du temps de travail portent principalement :

1° Dans un premier temps sur le raccourcissement du temps laissé au travailleur pour déjeuner, ce qui lui permet de sortir plus tôt.



La T.V. : une ouverture ambiguë sur un monde défiguré.

Déjà on peut dire que :

Sont contre : en général ceux des travailleurs qui rentrent chez eux entre midi et deux heures et qui n'en auraient plus le temps.

Sont pour : ceux qui déjeunent en ville et ont intérêt à sortir plus tôt, particulièrement les femmes qui pourront faire courses et ménage plus tranquillement avant le repas du soir, les mères surtout qui pourront retirer leurs enfants plus tôt de la crèche, ou s'occuper d'eux plutôt que de les laisser traîner dans les escaliers du quartier.

Les promoteurs de la réforme ajoutent comme argument que la soirée devenue plus longue pourra davantage être consacrée aux musées — s'ils ouvraient plus tard — aux théâtres, etc...

D'une part, c'est méconnaître le caractère spécifiquement bourgeois des structures culturelles de cette société que de penser qu'une heure ou une demi-heure de « temps libre » amènera les travailleurs aux formes les plus sclérosées de cette culture que sont les musées et les théâtres, d'autre part, cette heure ne sera pas « sauvée » de la vie quotidienne ; elle ne pourra pour la grande majorité des travailleurs qu'y être intégrée, en relâchant un peu la tension du soir.

Pour faire sortir les masses populaires du ghetto quotidien, pour les faire accéder à ce recul extraordinaire qu'est l'acte culturel, il faudrait bien autre chose.

Le deuxième dimanche

Aussi les travailleurs sont-ils davantage favorables au changement introduit dans d'assez nombreuses entreprises qui leur ferait récupérer sur l'heure du déjeuner la liberté d'un deuxième jour de repos par semaine, généralement le samedi. Dans la mesure où les aménagements peuvent permettre de faire en semaine, le soir ou à l'heure du déjeuner, les courses et les démarches qui généralement occupent le samedi, ce deuxième jour de liberté est une amélioration considérable.

Dans les sociétés industrielles très avancées, celles où l'on se bat pour les 35 heures et non le retour aux 40, la journée tend à se diviser en demi-journée de travail (temps de production) et demi-journée de consommation (consommation d'objets et de services coûteux aux U.S.A., consommation de culture gratuite en U.R.S.S.).

Dans les entreprises françaises où cette « journée continue » existe, souvent liée à un roulement d'équipes successives, elle prend généralement la forme d'une demi-journée tradi-

tionnelle, 6 h.-midi ou midi-20 heures qui laisse aux travailleurs un temps continu de « loisir » assez long.

C'est une bonne chose bien sûr. A la condition que cela n'aboutisse pas à faire travailler, par exemple, une femme le matin et son mari le soir, autant dire à les empêcher de vivre ensemble sauf le dimanche.

Loisir et travail

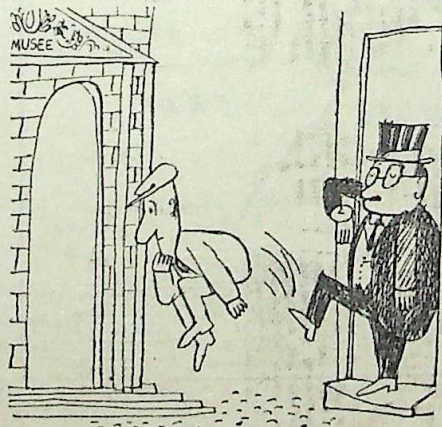
Il y a une manière spécifiquement prolétarienne de vivre sa vie amoureuse ou sa vie familiale en régime capitaliste. Le plus souvent c'est une sorte d'impossible copie du mode de vie bourgeois, des manies, de la morale, des ambitions bourgeoises, elles-mêmes simple caricature des formes que la bourgeoisie affecte de se donner pour idéal. Tant bien que mal dans les cadres de l'horaire traditionnel de cette journée mangée aux mites de toutes parts, les travailleurs de ce pays avaient appris à vivre comme on voulait qu'ils vivent. Maintenant ces travailleurs qui expérimentent pour ainsi dire la répartition future du temps de travail et du temps de repos, ces travailleurs « avancés », « libres », que font-ils hors de leur travail ? Que ferons-nous tous de notre demi-journée libre ?

Nous pouvons déjà voir ce qui se passe : Schématiquement, c'est la compensation la grande fuite.

Dans un premier temps, compensation de ce retard de sommeil, de ce trop-plein de fatigue indéracinable dû à la tension de l'usine ou du bureau.

Puis compensation par un surcroît de besoins nouveaux (ou anciens, besoins jamais satisfaits) et fuite dans l'objet. C'est-à-dire acceptation logique, inévitable du rôle de consommateur, consommateur insatiable parce que trop pauvre, que la société du profit assigne au travailleur. Ces besoins auxquels l'idéal bourgeois propose des solutions individuelles (les plus rentables pour l'industrie capitaliste amènent le travailleur à aliéner ce fameux temps « libre » à de nouveaux travaux seuls capables de payer les nouveaux besoins : besoins objectifs et besoins fuites), c'est la course au second métier, au travail noir, aux heures supplémentaires. Le but est atteint. L'ouvrier consomme plus et travaille davantage.

Il ne dépend que du salaire, du salaire réel pour 40 heures, que le travailleur sorte de la formule : nou-



Le bourgeois de cette société pense qu'une heure de temps libre amènera les travailleurs aux musées.

veau temps libre = nouveaux besoins = heures supplémentaires. Le capital prend toute liberté pour jouer simplement, et gagner, sur la gamme contradictoire besoin de temps — besoin d'argent, ceci au mépris de thèmes les plus courants de sa nouvelle idéologie : la civilisation du loisir.

Un Luna-Park

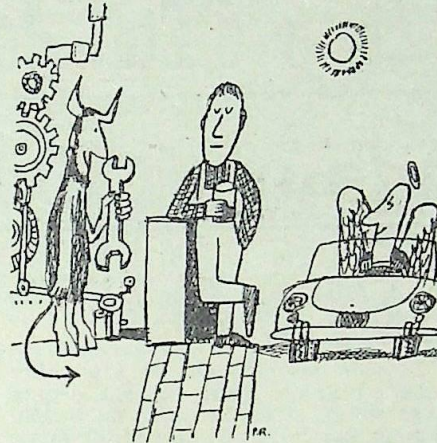
Mais, même, chez ceux des travailleurs les plus aisés qui ont satisfait l'essentiel de ces besoins en objets (frigo, voiture, télé), les limites de la vie familiale sont d'autant plus vite atteintes que la condition prolétarienne moderne prédispose plus au partage des valeurs négatives de cette société qu'à l'élaboration d'échan-

ges conformes à l'idéal socialiste. Le divorce entre l'idéal de bonheur, tel qu'il apparaît dans la culture bourgeoise, et les conditions de vie réelle de la famille ouvrière, s'est doublé d'un divorce, ancien mais exacerbé du moment que le loisir est possible, entre l'enfer du travail et le paradis du loisir.

Le travailleur ne reconnaît plus son travail. Son travail est devenu un geste mécanique ou une surveillance monotone de 6 heures du matin à midi. Son travail n'a plus de noblesse individuelle. Il ne prend son sens qu'au titre d'œuvre collective. Et le patronat ne favorise guère l'accomplissement des conséquences d'une compréhension collective du travail.

Oui, le travailleur reconnaît son travail : comme consommateur, quand il reconnaît son boulot et sa pièce sur la voiture ou le frigo qu'il achète...

Cet acte créateur, cet enrichissement, cette noblesse qu'il a perdus, il veut les retrouver en dehors du travail, dans « le loisir ». Puisque son travail est nul, réduit à rien, ennuyeux, haïssable, il vivra après.



...entre l'enfer du travail et le paradis du loisir...

Il commencera sa vie à la sortie de l'atelier, de l'usine ou du bureau. Il n'était rien, il veut s'affirmer comme homme véritable dans ce « loisir » dont on lui chante les mérites. Il en a maintenant un peu le temps.

Nouveau divorce : l'attente du travailleur est déçue. La participation, l'action, il ne le trouve pas. Sa banlieue n'a ni théâtre, ni centre culturel, pas de conférences, de débats, d'ouverture. Un cinéma de consommation, bourré d'opium, une télévision, ouverture ambiguë sur un monde défiguré, incompréhensible ou globalement méprisable. La lecture n'est pas une forme d'accès facile. Les Maisons de la Culture, là où elles existeront, seront tenues en main et savamment dirigées vers « l'admiration du beau ».

« C'est l'art éternel », comme disait ironiquement Bertolt Brecht.

En projet, la forme idéale de loisir que la bourgeoisie destine au prolétariat : un gigantesque « Luna-Park » sur le plateau du Petit-Clamart « digne de notre capitale ». Digne en vérité du travail d'abrutissement que l'on attend de lui.

Ainsi, pour la fraction du monde qui travaille, qui refuse plus ou moins consciemment la culture qu'on met à sa portée (culture au rabais ou culture opium), chaque recours à cette forme obligée, presque unique, de « loisirs », mis à part le bricolage et les rares promenades, est senti comme une résignation, une soumission au goût de défaite.

Les militants, ceux qui souffrent le plus sans doute de ce gâchage des « deux vies », vie de travail et vie de loisir, savent que c'est dans la lutte pour la récupération du travail, de son sens, de sa dignité, donc pour le pouvoir socialiste des travailleurs, que se résoudront ces contradictions et que la lutte sera décisive. Mais ils doivent savoir que la lutte pour la libération culturelle des masses par la promotion d'une culture prolétarienne est le combat préliminaire nécessaire pour conquérir des hommes et des armes.

Laurent Maillane.

SPORT

Deux pas en avant Un pas en arrière

Dans un communiqué, la commission nationale « Activités physiques et sportives » du P.S.U., prenant acte du décret de M. Herzog concernant les élections dans les organismes sportifs, relève le sens profond à accorder à cette réforme.

« La limitation à trois ans du mandat d'un président de fédération pourrait seulement passer pour une brimade ; certains sont dupes de l'officiel prétexte : « Place aux jeunes ». Mais lorsque ce décret prévoit cette mesure « pour tous les membres de Comités de direction régionaux ou fédéraux », la manœuvre apparaît clairement... Lorsqu'on connaît la difficulté qu'ont tous les groupements sportifs ou non à trouver des dirigeants valables, on ne doute plus de l'intention de M. Herzog de saboter les fonctionnements d'organismes indépendants, dans le but de pouvoir ultérieurement les faire contrôler par ses services ».

Une politique définie

La Commission relève alors la complémentarité des décisions prises depuis quelque temps par la rue de Châteaudun. 1960 : l'élection des présidents de fédération est « soumise » à l'agrément du ministre ; création d'un Conseil national des Sports, dont la composition parfaitement arbitraire est décidée par le haut-commissaire ; circulaires prévoyant l'organisation régionale de compétitions de jeunes directement par le Haut-Commissariat en dehors des fédérations. « 1961 : réforme destructrice de l'O.S.S.U., jugé trop indépendant, et remplacé par l'A.S.S.U. M. Herzog détient encore « sa » majorité au comité directeur. » « 1962 : année calme... jusqu'aux élections, au lendemain desquelles le présent décret vient constituer le dernier (provisoirement) maillon de cette chaîne de mesures. Celles-ci ne se limitent pas au sport. Dans le domaine Jeunesse, M. Herzog prépare actuellement le remplacement des « permanents des mouvements », souvent détachés de l'Education nationale — et donc suspects — par du personnel dépendant directement de son autorité. Considérons que la politique de M. Herzog n'est pas une action isolée. Il est le haut-commissaire du gouvernement gaulliste et sa politique se place dans ligne de ce dernier. »

Un pas en arrière

Ce texte de la Commission était rédigé avant que soit publiée une « mise au point » restreignant la portée du précédent décret. Elle témoigne, à sa façon, de l'hostilité rencontrée dans les milieux sportifs, hostilité qui devait d'ailleurs s'exprimer à l'Assemblée nationale lors de la dernière session. On y lit que « les textes ne s'appliquent ni aux clubs ni aux fédérations dites « affinitaires », telles que F.S.G.T., F.S.F., U.F.O.L.E.P. Autres modifications, le président est élu par un vote de l'assemblée générale parmi les membres du comité directeur, la limite des six ans en qualité de membre du comité directeur ne sera pas opposée à un président de fédération pendant la durée légale de son mandat, après un délai d'un an, un nouveau mandat de six ans pourra être attribué. »

Prenons acte de ce pas en arrière : il montre que des réactions énergiques peuvent sensiblement infléchir les menaces d'intégration que le pouvoir fait courir à toutes les organisations indépendantes (la grève des mineurs est là aussi pour nous montrer que le « pouvoir qui ne recule pas »... peut reculer).

E. C.

Après le congrès des étudiants communistes

LA DISCUSSION CONTINUERA

LE 6^e Congrès de l'U. E. C. a eu, voici quinze jours, un incontestable mérite. Il a posé, — pour la première fois publiquement dans le mouvement communiste français — un certain nombre des problèmes de fond qui méritent d'être discutés.

A Châtillon-sous-Bagneux, on a esquissé un programme, on a discuté de la démocratie et des perspectives de l'unité, on a essayé de se situer par rapport à l'Europe et au Marché commun.

L'essentiel n'est pas d'arriver à des conclusions hâtives, c'est d'imposer enfin ce large débat ouvert à tous ceux qui se sentent concernés par la construction du socialisme, non pas le socialisme des dogmes, se référant aux conditions d'hier, avec son cortège de saints et d'hérétiques, avec ses procédures d'inquisition, mais le socialisme de demain, celui des hommes de 1970, en Europe Occidentale.

Aussi, la question essentielle devient-elle celle-ci : comment discuter ? — Certainement pas à la manière de la direction du P.C.F. C'est le 7 mars que l'Humanité entame la publication de correspondances, faisant suite au Congrès de l'U.E.C. Le 8, puis le 9, ce curieux courrier continue. Dès lors, la méthode est fixée :

Premier procédé : l'organe officiel du P.C. ne publie que des textes minoritaires, Lille ou Poitiers par exemple, ou les lettres venues de militants isolés ; chacun sait comment un appareil peut faire monter des motions de la base. La majorité, elle, c'est-à-dire le Bureau régulièrement élu au Congrès, n'a pas droit de parole. Publiera-t-il un communiqué, celui-ci est déclaré inacceptable en trois lignes, mais le texte n'en est pas donné. Il faut aller le chercher dans « Le Mon-

de », ou croire les minoritaires sur parole. Ainsi, discussion faussée au départ, par non-publication du dossier.

Deuxième procédé : le prétexte choisi est la publication dans la presse de gauche d'un certain nombre d'articles sur le Congrès de l'U. E. C., particulièrement celui d'André Delecroix dans « France-Observateur ». Papier bon ou mauvais, encore faudrait-il en discuter, mais pas un mot n'est dit sur le fond ; c'est dès l'abord « une interprétation calomnieuse à l'égard du Parti Communiste », donc il ne s'agit plus d'ergoter mais de serrer sentimentalement les rangs autour du Parti attaqué par un « professionnel de l'anticommunisme ». Mais qui a fourni les renseignements à « l'ennemi », qui a trahi le secret des commissions, qui a organisé cette « publicité malsaine » ? Du coup, voilà la discussion remplacée par un interrogatoire de police.

Parallèlement à cette intoxication, la direction du P.C. met au point sa tactique de contre-attaque : il semble que l'on préfère à une dissolution brutale de l'U.E.C. la voie plus longue d'une coupure provoquée de l'intérieur ; d'où les consignes données aux Fédérations de reprendre en main les Etudiants, d'où les pressions exercées sur ceux qui ont suivi le « groupe dirigeant » de l'U.E.C. sans soupçonner un heurt aussi violent avec le Parti et qui éventuellement, sont susceptibles de reculer ; d'où les sondages effectués sur la possibilité d'un Congrès Extraordinaire qui renverserait l'actuelle majorité.

Troisième procédé : après les escarmouches des comparses, le Bureau Politique intervient en la personne de Paul Laurent (Humanité du 11

mars), non pour discuter mais pour dresser l'acte d'accusation. Passons sur l'assimilation sommaire du régime actuel au seul « pouvoir des monopoles » ; passons sur l'accusation visant « Clarté » de sacrifier à une morale petite-bourgeoise, en tournant le dos à la morale nouvelle et communiste (on croirait lire du Jdanov !) Voici les griefs importants : — opportunisme, fractionnisme (puisqu'ils prétendent parler au nom des Etudiants, « ils flattent l'esprit d'opposition entre générations », déviationnisme (« ils méconnaissent le rôle

On pourrait continuer... Décidément, il n'y a pas grand-chose de changé dans la direction du Parti Communiste. On ne cesse d'y condamner en paroles dogmatisme et stalinisme, mais on continue à « discuter » comme on l'a fait depuis trente ans ; on se croit encore au temps de la condamnation de Tilo ou de l'affaire Marty. Seulement, de tels procédés ne sont plus acceptables aujourd'hui. Ceux qui continueront dans cette voie, malgré les pressions, les manœuvres et les moyens disciplinaires, n'arrêteront plus la discussion ; elle continuera sans eux, voilà tout.

Pour le P.S.U., l'attitude à tenir est claire : elle doit être exempte de tout sectarisme, de tout patriotisme de parti au sens étroit du terme ; elle doit s'interdire à l'avance toute tentative de débauchage. La discussion qui permet peu à peu de poser les problèmes du renouvellement de la Gauche et de l'unification socialiste, a pris naissance à partir de foyers multiples. Il est positif qu'il s'en allume un nouveau, ce ne sera pas le dernier.

Ce Congrès de l'U.E.C. est important dans la mesure où il permet d'amorcer un dialogue, même si nous ne sommes pas d'accord sur tous les points, surtout si nous ne sommes pas d'accord. Ce nouveau climat créé offre aux perspectives unitaires des chances infiniment supérieures à vingt discours de Maurice Thorez, tout ronronnants d'unité.

Nous avons conscience au P.S.U. d'avoir par notre action et nos prises de position, contribué à plusieurs reprises au dégel des organisations traditionnelles. Nous continuerons, bien entendu, sans jamais prétendre à un quelconque monopole, sans être prêts non plus à en reconnaître aucun. C'est une bataille qui nous concerne tous et que nous devons mener, tantôt parallèlement et tantôt conjointement, dans une perspective commune qui dépasse infiniment nos intérêts particuliers.

Marc Heurgon.

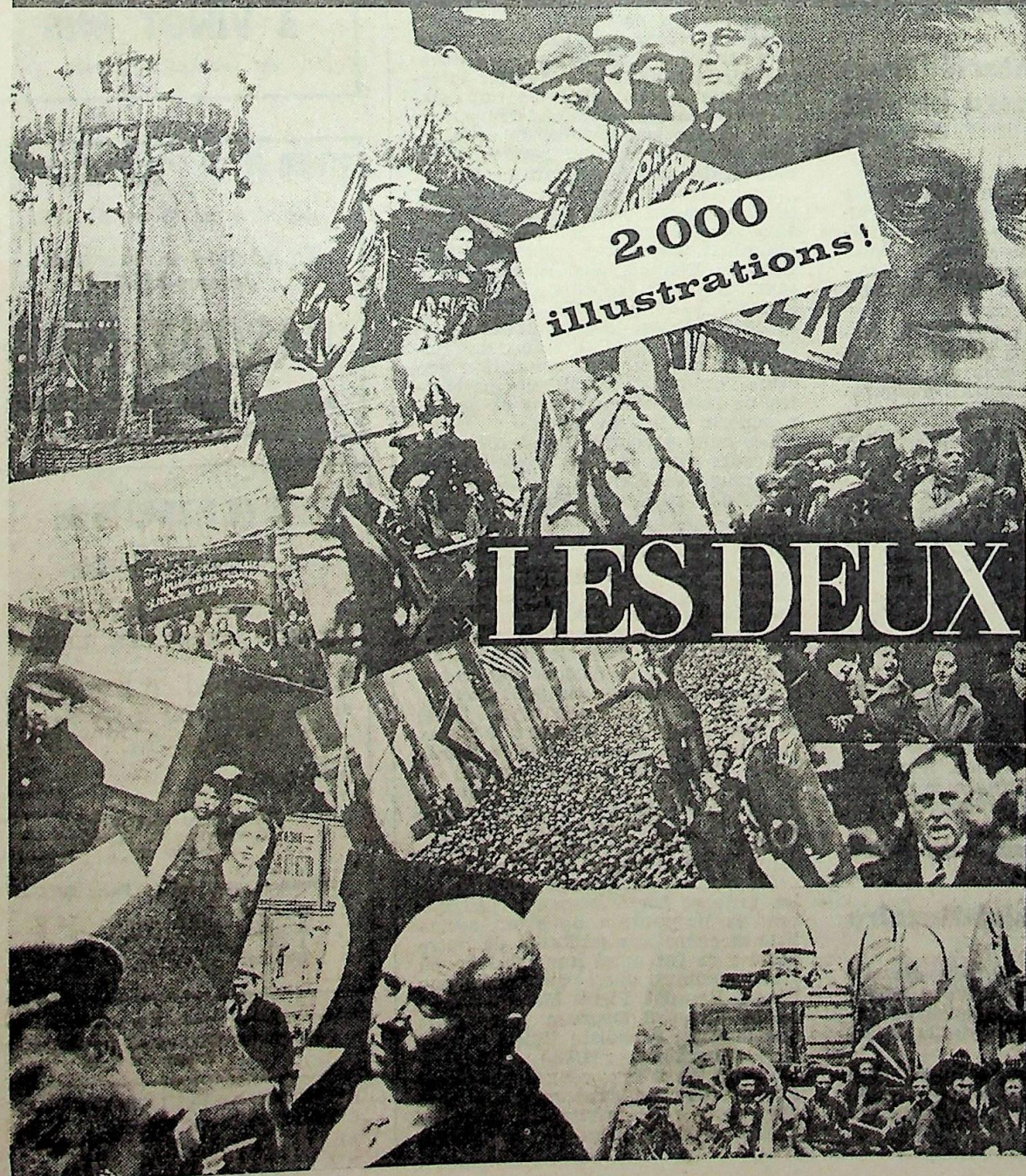
Nous avons signalé dans notre précédent numéro les brutalités policières à l'occasion de la manifestation des Etudiants pour affirmer leur solidarité avec les mineurs en grève.

Farmi les blessés se trouve notre camarade Jacques SOLER, de la section P.S.U. de la Faculté des Sciences.

Nous espérons que notre camarade sera promptement guéri.

du Parti Communiste comme avant-garde de la classe ouvrière ». Voici enfin l'accusation capitale, jamais exprimée mais toujours sous-jacente : les dirigeants de l'U.E.C. ont une attitude ambiguë sur « l'objectif essentiel actuel : l'élimination du pouvoir personnel ». Traduisons en termes clairs : ce sont des gaullistes !

une oeuvre à la mesure de notre époque



- 5 magnifiques volumes hors commerce 245 x 310
 - près de 2.000 pages et plus de 2.000 illustrations en couleur et en noir
 - Gardes imprimées sur or mat filigrane aux armes des "DEUX GEANTS"
 - Reliure pleine peau balafort ouatinée
 - Dos janséniste
- Prix 414 F. ou 23 F. par mois pendant 18 mois.
- Toutes les illustrations sont légendées par les auteurs.

LES DEUX GEANTS

HISTOIRE DES ETATS-UNIS ET DE L'U.R.S.S. DE 1917 A NOS JOURS
ARAGON - ANDRÉ MAUROIS DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
à expédier au Centre Français d'Édition et de Diffusion, 6, rue des Saussaies - PARIS (8^e)

M. _____

Rue _____ N° _____

Ville _____ Département _____

Je désire être documenté, sans engagement de ma part sur la collection "LES DEUX GEANTS" ET PLUS PARTICULIÈREMENT SUR LES CONDITIONS PRIVILÉGIÉES RESERVÉES AUX LECTEURS DE « T. S. »

Important : Ces conditions particulières sont valables 31 Mars

La marche de l'opération " Bons de Soutien " est triomphante

Il y a déjà 30 fédérations qui ont demandé un second envoi de bons de soutien.

Cela ne fait pas 89, car il y a 89 fédérations.

La Moselle fonce en tête. Elle a diffusé un carnet et demi par adhérent. Le Maine-et-Loire, la Meurthe-et-Moselle et l'Yonne courent après la Moselle, puisqu'ils ont diffusé déjà plus d'un carnet par adhérent.

Toutes les autres fédérations essayent de les rejoindre.

Elles s'organisent entre elles. Car nous ne recevons pas de demandes de sympathisants isolés.

Nous donnons, aussitôt qu'elles nous parviennent, les informations qui concernent cette opération.

Il n'y a pas une minute à perdre : vendez le plus possible de carnets. Nous comptons sur vous.

Un verdict accueilli par les applaudissements du public

Tel fut, jeudi dernier, le résultat du procès d'Alain Rouzet, autre objet de conscience.

L'accusation nous apprend qu'il a 23 ans et qu'il sera jugé pour insoumission et refus d'obéissance.

Pour expliquer la première de ces deux inculpations, Alain Rouzet nous ramène de quelques années en arrière : son refus de participer à la guerre d'Algérie, reconnaissant au peuple algérien le droit à sa liberté, qui le pousse à demander au gouvernement en 1960 l'autorisation de faire un service civil en Algérie. Pas de réponse. Il s'installe alors avec deux camarades, sur le bidonville de Nanterre où la répression policière s'exerce jour et nuit. Après quelques mois de cette difficile solidarité et désespérant de se voir accorder le droit au service demandé, il part à Tunis et se met au service des réfugiés algériens. Les accords d'Evian signés, il rentre en France, convaincu que son pays l'accueillera dans des tâches civiles devenues enfin possibles. Hélas ! il déchant vite. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui dès juin 1961. En septembre 1962, il tente l'expérience militaire, mais au bout de 15 jours dépose son uniforme et se classe désormais parmi ces « répréhensibles » que sont les objecteurs de conscience.

Ses témoins, parmi lesquels d'éminents représentants de l'Eglise et de l'Université, insistent sur son orientation sociale et s'attachent à expliquer sa position.

Pour le Père Avril, il est évident « qu'à l'époque où nous sommes, il ne suffit pas de proclamer son horreur de la guerre, mais qu'il faut, en même temps, s'opposer aux moyens de la faire, c'est ce qu'à leur manière font les objecteurs... que, par ailleurs, viendra le temps où l'appareil militaire apparaîtra tout aussi périmé que l'esclavage ». Mme Bruhnes-Delamarre, ethnographe au C.N.R.S., s'applique à démontrer qu'Alain Rouzet est un précurseur puisque, seule parmi tant d'autres pays, la France ne possède pas de service civil. Le sociologue Jean-Pierre Faye insiste sur l'aspect positif et prophétique d'une solidarité humaine qui a présidé à la réconciliation franco-algérienne.

Pour Paul Ricœur, cette mission de solidarité qui anime certains jeunes représente « un capital moral pour notre pays ». Il fait remarquer, d'autre part, « que la juridiction n'avance que grâce à des scandales. Il y a de bons et de mauvais scandales ; l'objection de conscience en est un, mais elle fait partie des premiers ». Il souligne que ce procès est le résultat d'une défaillance du législateur si l'on se souvient que le statut devait, l'an dernier, mettre fin au problème. Mais, ajoute-t-il, « il est bon qu'il en soit ainsi afin de pousser le législateur à reprendre la question ».

Le Père Chenu, pour sa part, montre que dans l'histoire « lorsque l'équilibre entre l'exigence juridique et la liberté intérieure des consciences est rompu dans un pays, c'est qu'il y a quelque chose qui va mal ». C'est pourquoi il invite la loi « à se dépasser... la conjoncture actuelle n'y est-elle pas favorable ? », dit-il avec ironie.

Enfin, le commissaire du gouvernement, malgré la sympathie que lui inspire l'inculpé, considère que le statut dont on parle tant ne représente encore que l'avenir et qu'en conséquence, aujourd'hui, il convient de condamner tout individu qui se soustrait à la loi en vigueur. Ce qui amène l'avocat, M. Amblard, à insister sur l'absurdité d'un tel procès où le tribunal lui-même reconnaît que l'inculpé est animé par le souci du bien commun. Il souhaite que la justice n'ait plus à juger des cas semblables, et malgré le ton convaincant et humain de sa plaidoirie, l'accusé ne sera pas acquitté, mais condamné à 6 mois de prison avec sursis !

Verdict, certes étonnant, et qui représente un adoucissement du tribunal puisqu'il y a peine un mois, celui-ci prononçait un verdict d'un an de prison ferme. Mais il convient de rappeler que ce même tribunal prononçait une peine identique, il y a un an, à l'encontre d'un jeune pasteur protestant Michel Bourgeois.

Et cependant, depuis, le statut n'a pas été voté.

Anne-Marie Ressouches.

Une école interfédérale commencera bientôt à Paris

Une école interfédérale d'initiation théorique et pratique pour les fédérations de Paris, Seine-Banlieue, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne aura lieu à Paris. Elle commencera aussitôt après Pâques et se terminera avant la fin du mois de juin.

L'école a pour but d'unifier la formation théorique des militants et de rendre leur action plus efficace en perfectionnant leur travail d'organisation et de propagande.

L'initiation théorique permettra aux élèves d'étudier la charte du parti, de connaître son originalité ; elle consiste dans le fait que la discipline dans l'action n'y exclut nullement la liberté de discussion et de critique et admet même l'existence des courants, représentant tous les aspects de la pensée socialiste. Ils étudieront également la stratégie du Front socialiste qui s'oppose à la fois à celles de troisième force et de front populaire.

Quant à l'initiation pratique, elle permettra aux élèves de connaître les statuts du parti et de se familiariser avec le fonctionnement de ses organismes de base : section locale et d'entreprise, ainsi qu'avec le travail d'organisation et de propagande.

Saint-Nazaire

La section P.S.U. de Saint-Nazaire invite les lecteurs de *Tribune Socialiste* à la réunion-débat qu'elle organise vendredi 15 mars, à 20 h. 45, salle Jean-Macé.

Notre camarade René Chatal, avocat au barreau de Saint-Nazaire, traitera le sujet suivant : « Justice et démocratie ».

« Correspondance municipale »

Pour connaître sa ville ou sa région, *Correspondance municipale* propose aux militants d'action communale une méthode d'enquête pour l'étude des villes et des régions. Cette méthode est un outil essentiel pour mieux connaître et analyser le cadre dans lequel s'inscrit l'action.

Le numéro spécial : 2 F 50. Pierre Fresson, 21, rue de la Montagne-Pavée, Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise). C.C.P. 10.234-71 Paris.

Ille-et-Vilaine : Une semaine bien remplie

A peine le gouvernement avait-il décidé de réquisitionner les mineurs en grève que, dans un texte — *commun une nouvelle fois* — les fédérations d'Ille-et-Vilaine du Parti communiste, de la S.F.I.O. et du P.S.U. « s'engageaient à maintenir les contacts nécessaires pour informer ensemble les habitants d'Ille-et-Vilaine, pour organiser leur action face aux atteintes portées contre les libertés » et déclaraient « qu'elles lutteront pour que s'amplifie l'action commune de toutes les forces démocratiques, seules susceptibles de promouvoir l'avènement d'un régime où la démocratie sera une vivante réalité ».

Le lendemain, ces trois fédérations se retrouvaient pour soutenir un meeting organisé par le Front syndical qui allait permettre à plusieurs milliers de Rennais d'entendre, tour à tour, des représentants de F.O., de la C.F.T.C., de la C.G.T., de l'U.N.E.F., de la F.E.N. et, fait nouveau mais combien significatif, des Jeunes Agriculteurs, déclarer leur conviction que seule l'unité des travailleurs permettra de lutter efficacement et de reconquérir le terrain perdu.

Les jours suivants, Claude Bourdet, au cours d'une réunion organisée par le groupe de Rennes des Etudiants socialistes unifiés, et Pierre Mendès-France, invité par la section rennaise de l'U.N.E.F., pouvaient développer, devant des auditoires très intéressés, la notion de démocratie socialiste et examiner les moyens d'y accéder : en associant les forces politiques de gauche et les centrales syndicales ouvrières, étudiantes et agricoles ; en ne dissociant pas la démocratie économique de la démocratie politique.

La fin de la semaine voyait notre secrétaire national Edouard Depreux reprendre ces mêmes idées, à Saint-Malo d'abord où il était l'invité de la Ligue des droits de l'homme, à Fougères, au cours d'une réunion publique et à Rennes enfin où une séance de travail réunissait les militants P.S.U. de notre département.

En résumé, ce fut une semaine où les faits et les événements justifiaient la proposition de Front socialiste si chère aux militants de notre parti ; ce fut aussi une semaine où trois hommes aussi différents que Claude Bourdet, Pierre Mendès-France et Edouard Depreux prouvaient que le Parti Socialiste Unifié est un tout dynamique, réaliste, décidé à travailler avec tous ceux qui, comme lui, espèrent que, dans un avenir proche, notre pays méritera à nouveau d'être appelé le pays de la Liberté.

Editions de Moscou

en langue Française

MARX - ENGELS
MARXISME
par LENINE

Relié - 590 pages 5 F

BIOGRAPHIE
DE KARL-MARX
(Stepanova) 260 pages 3 F

ŒUVRES
PHILOSOPHIQUES
DE PLEHKANOV
Relié - 908 pages 9 F

HISTOIRE
DE L'ANTIQUITE
(Diakov) 828 pages 22 F

HISTORIOGRAPHIE
ROMANTIQUE
FRANÇAISE
(Reizov) 806 pages 15 F

Vente du Livre Marxiste

16 - 17 MARS
94, rue J.-P.-Timbaud

ou :
LIBRAIRIE DU GLOBE
2, rue de Buci, PARIS (6^e)

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 13 au 20 mars

L'AMOUR
A VINGT ANS
en version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 13 au 20 mars

En réédition en hommage à
Jacques BECKER

CASQUE D'OR
avec Simone SIGNORET

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : FIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesguiche
6, Avenue du Maine Paris-14^e

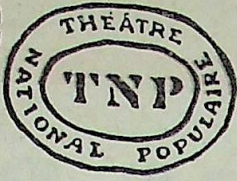
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

La guerre de Troie n'aura pas lieu



Avignon, le cadre de scène, le décor naturel du Palais des Papes, voire une interprétation hésitante faisaient de « La guerre de Troie n'aura pas lieu » une désinvolte comédie dont l'intellectualisme précieux mais glacé effaçait les intentions acifistes, ou au moins, en accentuant la puérité.

On retenait de cet Hector-là, plus soucieux de paix terrestre que de dieux honorés, donc d'« honneur » vengé, on retenait la jupette flottant à vent, les traits d'esprit et l'idéalisme naïf. Au Palais de Chaillot, la remise en place de Jean Vilar a resserré l'ensemble, de manière à atténuer un peu la légèreté du propos. Les rides de la pièce en disparaissent-elles pour autant ? A mon avis, pas du tout.

L'entêtement du général vainqueur à réparer l'étourderie d'un Paris plus soucieux des beaux yeux d'Hélène que des menaces d'holocaustes nationaux s'enrobe autant d'aperçus saisissants sur la guerre, la paix, la lâcheté, l'héroïsme. Saisissants, mais traités comme des répliques brillantes. Tout le théâtre de Giraudoux est d'ailleurs à cette image. Avant tout littéraire, on le goûte à la lecture, il fait long jeu à la scène. La représentation falsifie une poésie trop subtile, truffée d'à peu près ou d'images forcées.

Pierre Vaneck en Hector domine la nouvelle distribution. Il rend un rôle difficile plausible. Christiane Minazzoli, Pascal Mazotti, Riquier, eux, n'ont guère changé. Les costumes ont été avec raison, rajustés. Pourtant, le décor me semble mal venu : une Grèce de pacotille. Pouvait-on monter la pièce différemment. J'en doute. Elle a vieilli. « La guerre de Troie n'aura pas lieu » date du temps de Munich. Hélas ! trois fois comme dit l'autre.

Emile Copfermann

EN BREF

La revue poétique « La Tour de Feu » (1) présente dans son numéro 77 un poète-philosophe au style original : Pierre Chaleix.

S'attaquant à un genre presque oublié et combien difficile, le poème en prose, ce poète trouve cependant le ton et la mesure pour entraîner le lecteur dans un univers au langage captivant.

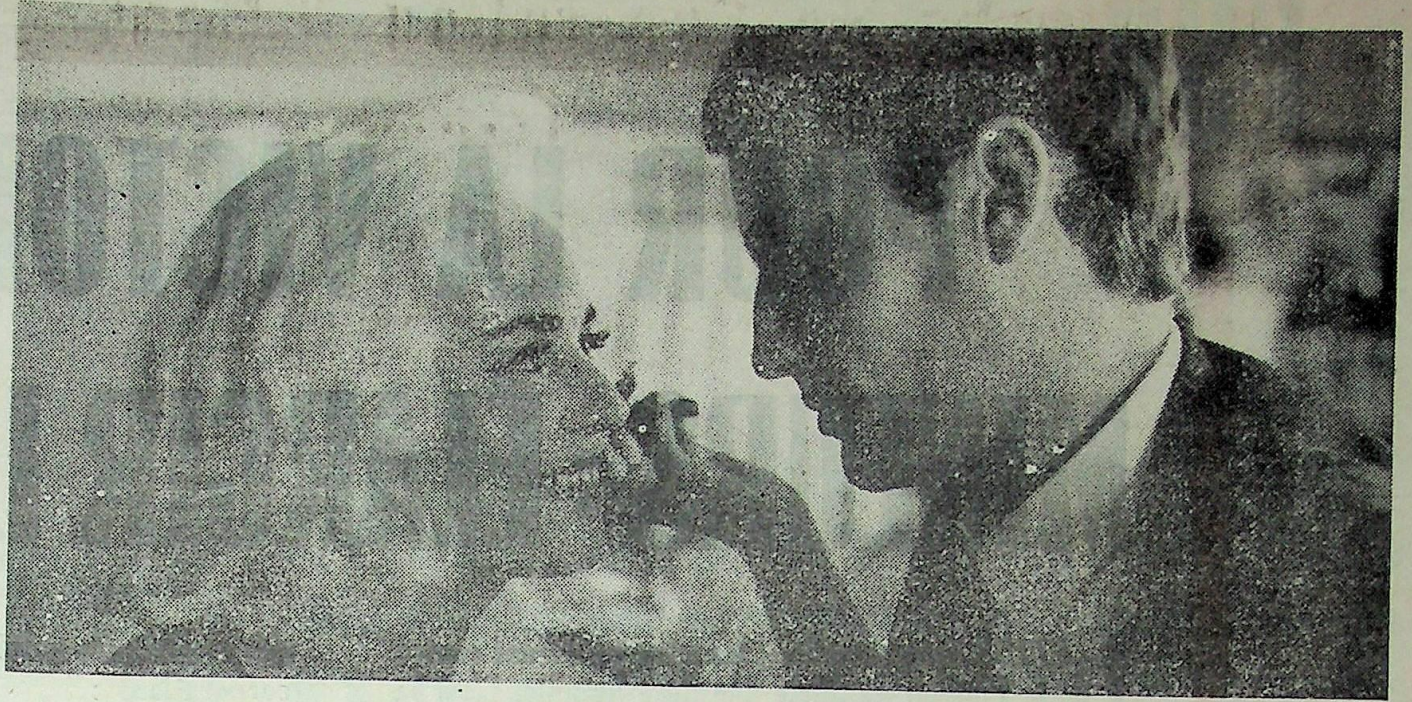
Avec Pierre Chaleix, « La Tour de Feu » retrouve sa véritable voie : celle d'une revue poétique dégagée de tout snobisme politico-littéraire ; nous n'y étions plus habitués.

Voilà qui nous surprend agréablement.

(1) La Tour de Feu, 4 numéros, 12 F. C.C.P. Paris 513.99.

LA BAIE DES ANGES

de Jacques DEMY



Jeanne Moreau et Claude Mann dans La Baie des Anges.

14-18

On pouvait tout craindre : un film de montage d'actualités sur la guerre de 1914 avec un commentaire de Cecil Saint-Laurent ! Eh bien, c'est un film à recommander. Certes, ce n'est pas socialiste, ce n'est pas une explication de la guerre. Mais ces images d'une violence assez étonnante sont soutenues par un commentaire sobre, qui, s'il garde une certaine différence entre les « bons Français » et les « méchants Allemands », s'inspire d'un pacifisme non sans mérite. On est heureux,

par exemple, d'entendre citer (paroles récitées, musique en fond sonore), la célèbre chanson de Craonne, qu'ignorent souvent les jeunes générations...

Un détail pour finir. Lorsque Pétain apparaît sur l'écran, il y a souvent dans la salle un certain nombre de vieux schnoques qui applaudissent. Laissez-les faire, ne les engueulez pas. Patientez. Peu après, vous verrez abondamment Lénine et Trozky. Alors, profitez-en, applaudissez-les.

M. R.

JACQUES DEMY, depuis « Lola », reste fidèle à lui-même, mais ce n'est pas un compliment que dire à un auteur : « Vous n'avez pas changé ».

« La Baie des Anges » n'est qu'une suite d'hôtels, de casinos, de belles vues sur la Côte d'Azur, et, de façon identique à « Lola », ce film se situe très exactement dans un cinéma du genre où l'on respecte certaines conventions d'exotisme, d'amour, d'argent et de jeu. Une fois de plus, un cinéaste de la Nouvelle Vague nous prouve que le seul sujet qui l'intéresse est fait de superficialité, et de facilité. Ce n'est pas la première fois que le cinéma français avoue sa démission intellectuelle et politique, et l'on serait enclin à l'indulgence si l'on ne voyait pas à 24 heures d'intervalle le film de Demy et un film épique comme « Salvatore Giuliano », de F. Rosi, où l'écriture et le sujet transportent le spectateur vers des sommets que peu de films ont pu atteindre (exceptés certains films révolutionnaires russes).

Que surtout J. Demy ne prétende pas nous montrer l'aliénation d'une société capitaliste ; il y a d'autres façons de le faire, et surtout d'autres milieux à peindre. Le cinéma se doit de parler en 1963 de la grève des mineurs, des attentats et du gangstérisme, séquences de la guerre d'Algérie, du problème du travail et de l'emploi (comme le fait d'ailleurs un autre film italien : « Il Posto »), de la prostitution autrement que ne le fait Godard, du logement autrement que ne le font certains cinéastes français qui ne nous montrent jamais que le luxe d'une certaine classe en exemple, et les faux problèmes de cette classe réfugiée dans les privilèges, l'argent et le spleen bourgeois.

« La Baie des Anges » vient malheureusement de confirmer cette dégradation intellectuelle de notre cinéma : combien de temps encore faudra-t-il attendre CEUX qui pensent que la difficulté de vivre est plus courante dans le régime gaulliste que les exemples romanesques de belles femmes jouant des millions dans les casinos de Monte-Carlo.

Pierre Uytterhoeven

LIVRES

LA PETITE GARE

JEUNE écrivain, Touri Kazakov fait partie de la nouvelle vague littéraire qui, avec Vouessenski et Evtouchenkov, libère les lettres soviétiques d'un long et profond sommeil.

Son recueil de nouvelles « La petite gare » (1) qui vient de se voir décerner le prix du meilleur livre étranger du mois, nous révèle le premier écrivain soviétique qui renoue avec la tradition nationale russe du 17^e siècle.

On parlera à son propos de Tourguéniev ; même attention minutieuse portée vers la nature, même sensibilité profonde, amour de la chasse ; ajoutons que Kazakov réhabilite les lettres soviétiques et marque un tournant dans l'expression littéraire de l'U.R.S.S.

Ses nouvelles dégagent une musique empreinte d'une profonde sensibilité. Il chante son amour pour la nature ; l'odeur mouillée des forêts, les chasseurs autour du feu de bois.

Kazakov nous projette avec art dans la campagne soviétique, loin de la politique, des statistiques et des komsomols, n'est-ce pas un événement qui mérite notre attention ?

Marcel Aizertin.

(1) Gallimard, 12,00 F.

Le phénomène urbain

LA « Revue de l'Action Populaire » présente, dans un numéro spécial, une analyse du phénomène urbain sous ses différents aspects, psycho-sociologique, économique, religieux et philosophique — analyse assez pessimiste certes, mais lucide. On trouvera dans les différents articles les définitions d'un certain nombre de concepts opératoires et de notions indispensables à une bonne entente du problème urbain ainsi que des études sur les grands ensembles, sur la planification et sur les difficultés d'urbanisation dans le monde : Russie et Inde. Offrant, malheureusement, une synthèse analytique et descriptive plus qu'un plan de réformes et d'action, ce numéro de l'Action Populaire est, cependant, avec rigueur « tout le drame de l'urbanisme actuel qui consiste dans le divorce entre les formes urbaines, caduques et lourdes, et l'être urbain en prodigieux renouvellement ». (G. Bardet).

JAZZ RENDEZ-VOUS

Le 23 février, Duke Ellington donnait un dernier concert à Paris avant son retour aux U.S.A. C'est avec un peu de recul que je fais ce papier, l'enthousiasme ou la déception étant un peu calmé.

Il est un fait que de pouvoir écouter de grands artistes tels que ceux que nous avons pu entendre, nous pousse à une réaction plus subjective qu'objective. Nous exigeons de leur part des prouesses continuelles car les disques nous ont habitués à des performances auxquelles nous nous reportons inconsciemment. Aussi, me sentais-je incapable à chaud de pouvoir faire un papier valable, au contraire de M. Cournot, de l'Express, qui s'est plu à ridiculiser d'une manière innommable l'orchestre et Duke.

Les Gonsalves, Johnny Hodges, Laurence Brown, Cat Anderson, Ray Nance, ont joué dans la tradition et dans l'ambiance ellingtoniennes, marqués qu'ils sont de l'empreinte indélébile de Duke. Evidemment les suites et autres compositions peu connues n'ont pas toujours accroché les fans comme les classiques « Perdido » ou « Take the A train ». De plus, ce qu'on oublie trop souvent le public, c'est que le jazz est une musique vivante sur laquelle influent intensément toutes sortes de données apparemment étrangères, telles que l'état des rapports entre musiciens, soucis de santé, financiers, sentimentaux, etc., tout ce qui fait « la forme ». Aussi peut-on assister à un concert standard et le lendemain, par la même formation, à une séance du feu de Dieu.

L'auditeur de musique classique, lui, se comporte différemment. D'abord, il n'attend pas autre chose que ce qui lui est donné, c'est-à-dire la copie exacte d'une partition (qui la plupart du temps lui est familière), l'ensemble orchestral classique peut exécuter n'importe quelle œuvre d'une façon mécanique sans que l'auditeur soit déçu. Croyez-vous qu'il soit possible à un pianiste d'interpréter tous les soirs du Chopin en collant à la pensée du compositeur sans devenir fou ? Par contre, une fois sur dix peut-être, le musicien classique sera vraiment en état de grâce, alors ce sera une grande soirée, et il rejoindra son collègue jazzman en « forme », pour le plus grand plaisir de leurs admirateurs respectifs.

J.P. Bowman.

PSU

POUR LA VICTOIRE DES MINEURS : ÉLARGIR L'ACTION

DÉPUIS deux semaines, les mineurs livrent contre le Pouvoir gaulliste une dure bataille. C'est la bataille pour les salaires, c'est la bataille pour la défense des libertés syndicales mises en cause par la réquisition. C'est la bataille de tous les salariés dont les conditions de vie se sont sérieusement dégradées ces derniers mois, contre une politique économique inspirée par le Conseil national du Patronat français et ses alliés technocrates et contre les charges d'un budget militaire écrasant.

Le Pouvoir entend faire supporter aux salariés les conséquences des difficultés économiques actuelles de l'aggravation de la concurrence internationale, y compris entre les pays du Marché commun, de son incapacité à assurer la reconversion de certains secteurs industriels. Il continue de leur faire payer le prix des privilèges du secteur distributif qu'il ne veut ni ne peut réformer.

UNE EPREUVE DE FORCE VOULUE PAR LE POUVOIR

DE GAULLE a délibérément provoqué l'épreuve de force pour briser la combativité des travailleurs et pour porter un coup décisif aux organisations syndicales. S'il réussissait, l'offensive autoritaire contre les droits des travailleurs et leurs conditions de vie se généraliserait ; la victoire des mineurs donnera au contraire un plus grand élan à la combativité et à l'unité ouvrière renaissantes ; elle stimulera l'action généralisée des salariés contre l'ensemble de la politique gaulliste.

QUE LES MINEURS NE SOIENT PAS ISOLES

LA condition du succès, c'est l'élargissement de l'action. Le Pouvoir ne peut plus l'emporter que si l'action demeure isolée. L'unité sans précédent de la corporation minière — ouvriers, cadres, ingénieurs — doit servir d'exemple à tous les sala-

riés : une telle unité doit s'affirmer dans toutes les corporations :

- pour les revendications salariales ;
- pour les libertés syndicales ;
- pour la victoire des mineurs et en premier lieu pour la levée de la réquisition et le retrait des forces policières.

POUR UNE ACTION DE GRANDE AMPLEUR

Le P.S.U. fera tout comme il a toujours fait pour que se réalise l'unité de lutte des travailleurs et d'abord pour que s'exprime fortement l'accord de toutes leurs organisations syndicales.

— Que dans les entreprises, dans les localités, dans les départements, se constituent des comités de soutien avec l'accord des organisations syndicales et des partis de gauche.

— Que, massivement et rapidement, ces comités développent la solidarité matérielle.

— Que surtout ils organisent, dans le respect de la démocratie ouvrière, des actions de soutien (débrayages, manifestations, meetings). Qu'ils se préparent à infliger une riposte puissante à toutes provocations du gouvernement et de ses forces policières.

— Que des délégations viennent des divers départements apporter une aide concrète au mouvement dans les secteurs miniers.

— Que s'organisent des liaisons étroites avec les travailleurs des autres pays, notamment avec ceux du Marché commun.

— Que dès maintenant des décisions prises sur le plan local ou départemental préparent un arrêt de travail généralisé de tous les salariés. Le succès du débrayage du 8 mars doit être le prélude à un mouvement de grande ampleur qui seul pourra faire plier le pouvoir gaulliste.

**POUR LA VICTOIRE DES MINEURS
POUR NOTRE VICTOIRE
ÉLARGISSONS L'ACTION**